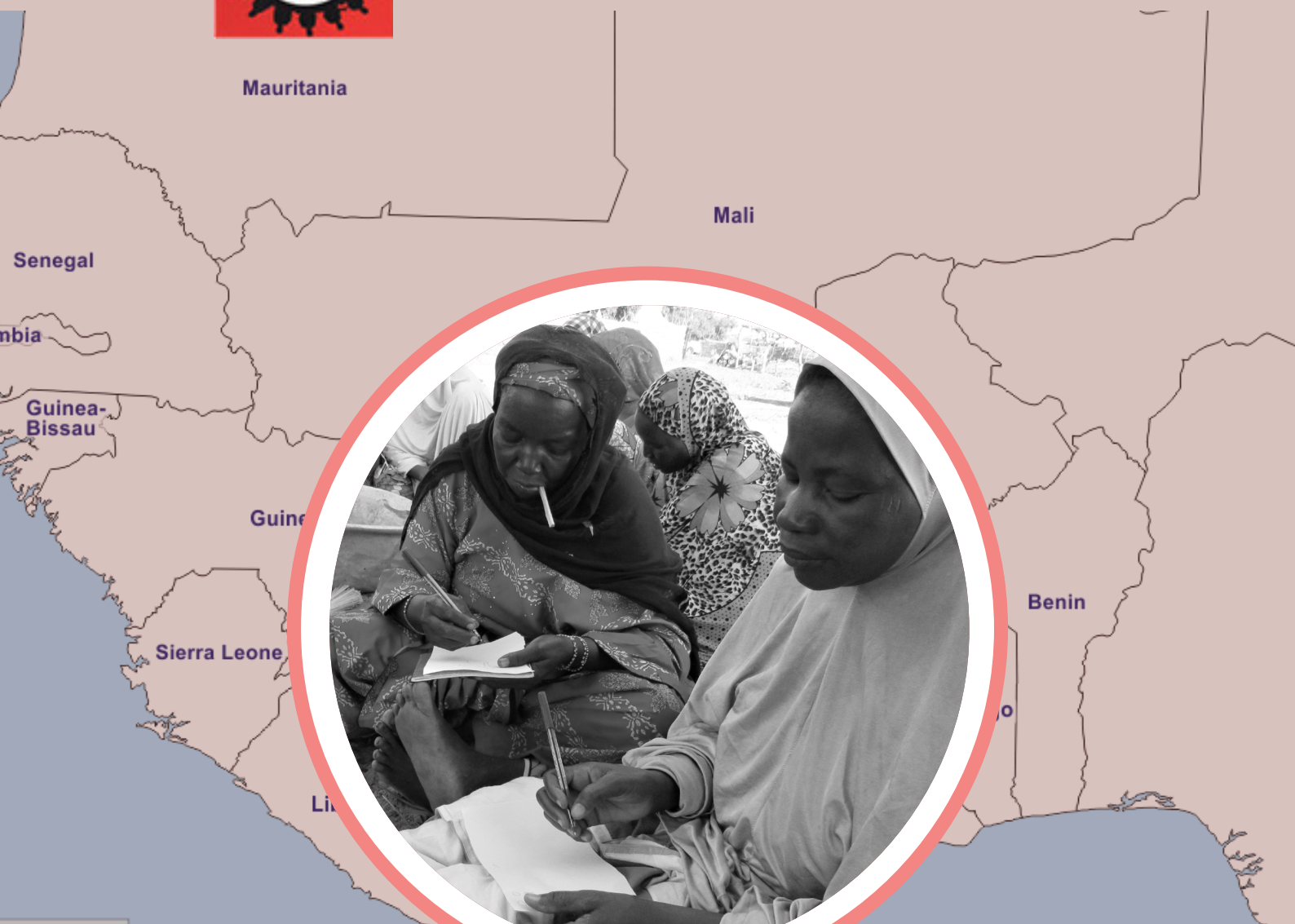




Pamoja Afrique de l'Ouest

Réseau de promotion de méthodologies participatives
d'éducation-formation des jeunes et des adultes



Document de capitalisation de

BONNES PRATIQUES D'ÉDUCATION DES ADULTES

en Afrique de l'Ouest



DVV International

Education for Everyone. Worldwide.
Lifelong.

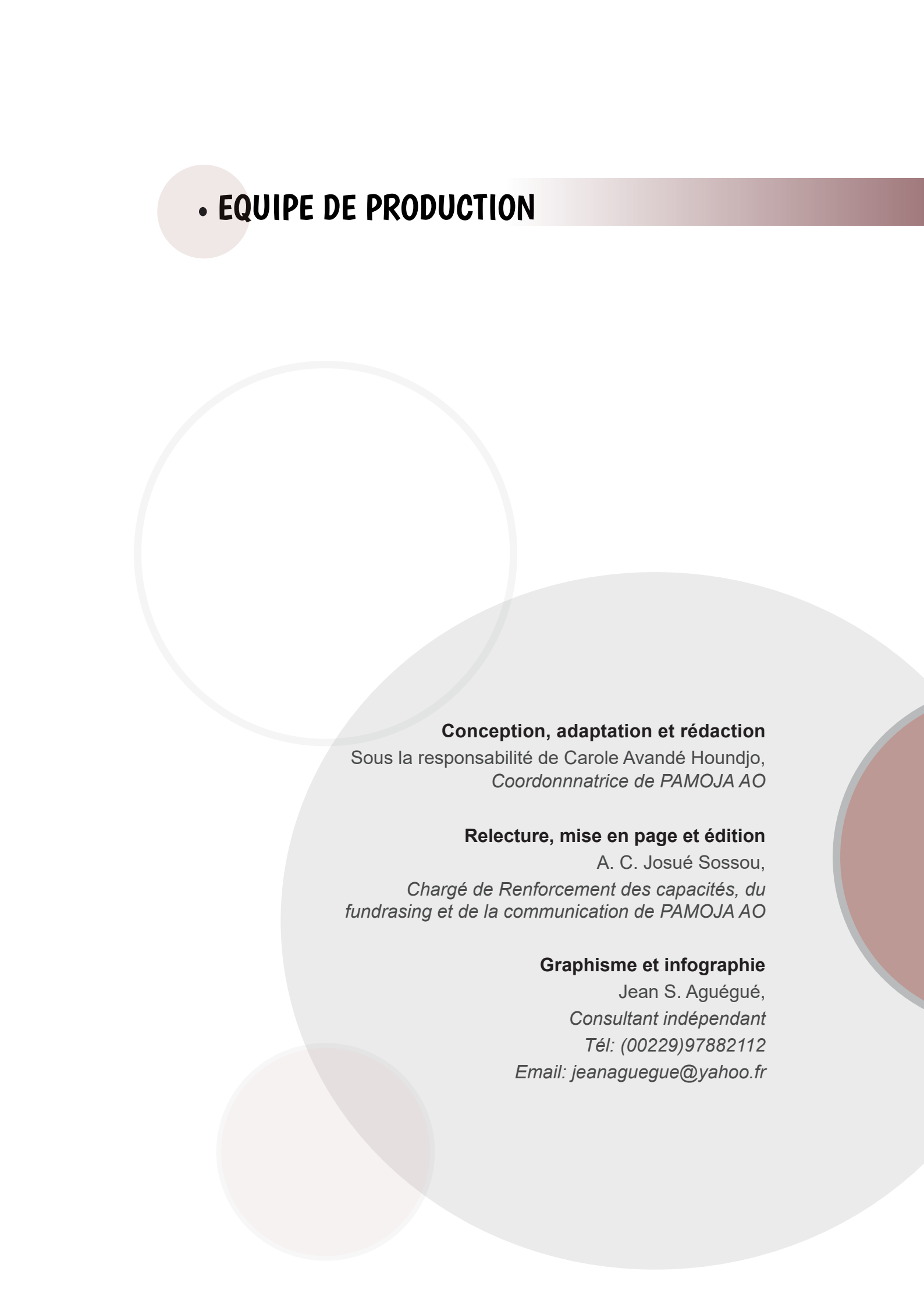
Ce document est une **capitalisation de bonnes pratiques**
d'éducation des adultes en Afrique de l'Ouest
financée par DVV International et conduite par Pamoja
Afrique de l'Ouest



DVV International

Education for Everyone. Worldwide.
Lifelong.





• EQUIPE DE PRODUCTION

Conception, adaptation et rédaction

Sous la responsabilité de Carole Avandé Houndjo,
Coordonnatrice de PAMOJA AO

Relecture, mise en page et édition

A. C. Josué Sossou,
*Chargé de Renforcement des capacités, du
fundrasing et de la communication de PAMOJA AO*

Graphisme et infographie

Jean S. Aguégué,
Consultant indépendant
Tél: (00229)97882112
Email: jeanaguegue@yahoo.fr

• TABLE DES MATIERES

<i>Remerciements.....</i>	<i>5</i>
<i>Avant-propos.....</i>	<i>6</i>
<i>Sigles et abréviations.....</i>	<i>7</i>
GÉNÉRALITÉS	
Présentation de PAMOJA- AO.....	9
Objectifs et processus de selection des bonnes pratiques.....	11
Clarification de concepts clés	13
LES BONNES PRATIQUES SÉLECTIONNÉES	
1. Reflect et Cohésion Sociale.....	19
2. Approche Bilingue d'Apprentissage d'une Langue Seconde (ABALS)	25
3. Motiver les apprenants adultes à persévérer dans l'apprentissage par le jeu et l'amusement	34
4. Partenariat/collaboration entre le gouvernement et les réseaux d'ONG sur différentes approches d'Apprentissage et Education des Adultes.....	41
5. Alphabétisation holistique au profit des artisans (couturières et couturiers).....	46
Formation des jeunes chômeurs (âgés de 18 à 35 ans) dans les zones rurales et urbaines pour prendre soin des personnes âgées.....	50
7. Chaines coopératives simplifiées des femmes et jeunes : Production et transformation du lait, de compléments alimentaires vitaminés pour le bétail, implantation de moulin.....	56
8. Contribution à l'autonomisation des femmes.....	61
9. Atténuation des effets de la déforestation dans les villages bénéficiaires du Projet "Un Monde Sans Faim".....	68
10. Appui aux enfants déplacés par suite du conflit intercommunautaire dans la région de Mopti.....	72
EN GUISE DE CONCLUSION.....	78

• REMERCIEMENTS

Le Réseau ouest africain de promotion de l'Approche Reflect et d'autres approches participatives d'éducation-formation des jeunes et des adultes exprime ses vifs et profonds remerciements à DVV International pour avoir soutenu cette initiative de capitalisation des bonnes pratiques d'éducation des adultes, principalement dans les pays fragiles de l'Afrique de l'Ouest. DVV International témoigne une fois de plus son engagement de toujours favoriser l'apprentissage et l'éducation tout au long de la vie.

Pamoja AO adresse aussi ses remerciements à toutes les parties prenantes impliquées dans ce processus de capitalisation des bonnes pratiques d'éducation des adultes.



Education for Everyone. Worldwide.
Lifelong.

• AVANT-PROPOS

Partout en Afrique comme dans le reste du monde, de multiples initiatives sont prises pour favoriser l'éducation pour tous et les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Mais malheureusement, ces initiatives sont peu connues, peu diffusées et peu mises à l'échelle. Alors qu'elles peuvent servir de leçons ou d'orientations à de nombreux autres praticiens et opérateurs de l'éducation des jeunes et des adultes sur le continent.

Fidèle à son engagement pour le droit à l'éducation pour tous tout au long de la vie et multipliant les efforts pour que personne ne soit laissé de côté dans la réalisation des ODD, DVV International a tendu la main à Pamoja AO pour identifier et capitaliser des bonnes pratiques d'éducation des

adultes en Afrique de l'Ouest, principalement dans les pays dits fragiles comme le Burkina Faso, la Guinée-Bissau, la Guinée, la Gambie, le Ghana, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigeria, la Sierra-Leone...

En effet, Pamoja AO fait la promotion des approches participatives et innovantes de formation et d'apprentissage des adultes dont l'approche REFLECT. Pamoja AO entend poursuivre les efforts d'amélioration qualitative des offres éducatives à travers le renforcement des capacités des membres, la conception et la diffusion d'outils pour combler les besoins en éducation des jeunes et des adultes vivant dans des milieux difficiles. Aussi s'est-il engagé avec DVV International pour l'identification et la diffusion de bonnes pratiques d'éducation des Adultes en Afrique de l'Ouest.

Le présent document constitue l'aboutissement de ce processus et offre aux praticiens, chercheurs, planificateurs... une compilation de dix (10) bonnes pratiques d'éducation des adultes. Nous espérons que tous pourront tirer profit de ces expériences pour innover et diversifier les offres éducatives afin d'« *assurer à tous une éducation de qualité sur le même pied d'égalité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie* ».

Carole Avandé Houndjo,
Coordonnatrice de PAMOJA AO



• SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ABALS	: Approche Bilingue d'Apprentissage d'une Langue Seconde
ADAC	: Association pour le Développement et l'Appui aux Communautés
AGR	: Activités Génératrices de Revenus
AMDD	: Association Malienne pour le Développement Durable
APENF	: Association pour la Promotion de l'Education Non Formelle
APRCD	: Association des Personnes Ressources pour le Renforcement des Capacités de Développement
BUCO	: Bureau de la Coopération Suisse
CAC	: Corporate Affairs Commission (Commission des affaires corporatives)
CIV	: Centres d'Innovations Vertes
COGES	: Comité de Gestion
DBVaC	: Démarche Bilan Valorisation des Compétence
DDC	: Direction de Développement et de la Coopération Suisse
DVV	: Deutscher Volkshochschul-Verband (Institut de Coopération Internationale de la Confédération allemande pour l'éducation des adultes)
ENF	: Education Non Formelle
EFTP	: Enseignement et formation techniques et professionnels.
FCT	: Federal Capital Territory (Territoire de la capitale fédérale)
GNVC	: Gestion Non Violente des Conflits
LBR	: Literacy by Radio (Alphabétisation par la radio)
MALFE	: Motivating Adult Literacy by Fun and Entertainment
MENA	: Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
NCE	: National Certificate of Education (Certificat National d'Education)
NMEC	: National Commission For Mass Literacy Adult And Non Formal Education (Commission Nationale pour l'alphabétisation populaire et l'ENF)
NOGALSS	: Association For Literacy Support (Association de soutien à l'alphabétisation)
TIC	: Technologies de l'Information et de la Communication
ODD	: Objectifs de Développement Durable
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OSC	: Organisation de la Société Civile
PDI	: Personnes Déplacées Internes
PTF	: Partenaires Techniques et Financiers
RECAC	: Renforcement des Capacités des Communautés
REFLECT	: Regenerated Freirian Literacy through Empowering Community Techniques/ Alphabétisation Freirienne Régénérée à travers des Techniques de Renforcement des Capacités et des Pouvoirs de la Communauté
RFS	: Rural Facilitators' Scheme (Programme des Facilitateurs Ruraux)
SAME	: State Agencies For Mass Education (Agences de l'Etat pour l'éducation populaire)
SEPO	: Succès, Echecs, Potentialités, Obstacles
UIL	: Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie
UNESCO	: Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

GÉNÉRALITÉS



. PRÉSENTATION DE PAMOJA-AO



Pamoja Afrique de l'Ouest (Pamoja AO) est un Réseau qui œuvre pour l'éducation pour tous, en particulier des jeunes et des adultes.

Que veut dire Pamoja et que fait Pamoja AO ?

Pamoja veut dire « *Ensemble* » en Swahili. Pamoja AO promeut l'éducation en tant que droit humain fondamental et fait le plaidoyer à l'endroit des gouvernements pour qu'ils respectent leurs engagements à fournir une éducation publique et un apprentissage tout au long de la vie gratuits, inclusifs et de qualité pour tous, en particulier pour les jeunes, les adultes et les communautés marginalisées ou exclues.

Quelle est la vision de Pamoja AO ?

Un monde où chacun peut influencer les décisions qui le touchent en participant activement à la vie sociale, économique, politique, environnementale et culturelle de sa communauté.

• PRÉSENTATION DE PAMOJA-AO

Quelle est la mission de Pamoja AO ?

Promouvoir et faciliter l'accès à une éducation inclusive de qualité tout au long de la vie des jeunes et des adultes, en vue de contribuer au développement durable et équitable en Afrique.

Quelles sont les valeurs de Pamoja AO ?

- La redevabilité
- L'autonomisation des groupes marginalisés
- La transparence et la bonne gouvernance
- Une approche inclusive à la collaboration et au réseautage
- Le plaidoyer afin que les voix de la base soient entendues
- L'application et le respect des principes de bonne gouvernance à tous les niveaux.
- L'application et le respect des principes du genre.

Quel est le but de Pamoja AO ?

Pamoja Afrique de l'Ouest vise à promouvoir et à faciliter l'accès à l'apprentissage tout au long de la vie de qualité pour les jeunes et adultes, en vue de contribuer au développement durable et équitable en Afrique de l'Ouest. Nous faisons des actions de plaidoyer pour que l'alphabétisation soit une priorité dans tous les pays de la sous-région et pour promouvoir l'utilisation des alternatives éducatives comme un outil efficace pour rendre les communautés plus autonomes, pour le changement social, à travers l'alphabétisation, l'apprentissage et la formation.



Quels sont les pays membres de Pamoja AO ?

Pamoja AO est composé des réseaux de 15 pays : Bénin, Burkina-Faso, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Maroc, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra-Leone, Togo et Tunisie.

Coordination

Tél: +229 97 47 64 07

01 BP 6279 Cotonou (République du Bénin) Carré 461 Sikècodji, Maison CHITOU Wassi.

• OBJECTIFS ET PROCESSUS

DE SÉLECTION DES BONNES PRATIQUES

BUT ET OBJECTIFS

Le **but** de la présente sélection est de promouvoir les bonnes pratiques d'éducation des jeunes et des adultes mises en œuvre par diverses organisations dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, particulièrement dans les pays tels que : le Burkina Faso, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria et la Sierra Leone.

Les **objectifs** assignés à ce processus sont :

- Identifier dix (10) bonnes pratiques d'éducation des adultes dans les pays fragiles ciblés ;
- Primer les organisations de mise en œuvre des bonnes pratiques identifiées ;
- Documenter les bonnes pratiques d'éducation des adultes identifiés ;
- Diffuser les bonnes pratiques aux niveaux local, national, régional et international.

PROCESSUS DE SÉLECTION

Le **processus de sélection** a suivi trois (3) phases: la phase de sélection des bonnes pratiques, la publication des résultats et la phase de diffusion des bonnes pratiques (format imprimé et digital).

Phase de sélection

Cette phase est celle de la collecte et de l'analyse des propositions de bonnes pratiques. Les différentes propositions reçues suite à un appel à proposition ont été analysées par un comité d'évaluation mis en place par Pamoja AO.

Le comité a sélectionné en deux phases dix (10) bonnes pratiques. Une notification de sélection a été ensuite envoyée aux organisations promotrices.

A cette phase, les organisations promotrices ont été invitées à présenter une fiche descriptive détaillée de la bonne pratique proposée suivant un canevas spécifique.

Chaque bonne pratique a été notée pour un total de 100 points afin de permettre une sélection objective. Une grille de notation a permis d'apprécier les points clés de la bonne pratique suivant des critères bien définis relatifs à la pertinence, l'approche méthodologique, l'efficacité, le caractère innovant, la durabilité, la reproductibilité, etc.



• OBJECTIFS ET PROCESSUS

DE SELECTION DES BONNES PRATIQUES

Phase de publication des résultats

Un email a été envoyé aux promoteurs des bonnes pratiques sélectionnées.

Deux ateliers sous-régionaux d'appropriation et de capitalisation des bonnes pratiques ont été organisés à l'intention de tous les pays membres de Pamoja en janvier 2021 à Cotonou et en décembre 2021 à Lomé. Ces ateliers ont permis aux pays membres de Pamoja de s'approprier le processus, de prendre connaissance des bonnes pratiques sélectionnées et de faire leurs recommandations pour la documentation et la diffusion.

Phase de gratification et de diffusion

Les organisations promotrices des bonnes pratiques ont bénéficié d'un ordinateur portable d'une valeur de gratification de 750 Euros.

Les bonnes pratiques retenues au titre de l'année 2020 et de l'année 2021 ont été capitalisées dans un document pour être publiées sur le site Internet de Pamoja, sur la plate-forme Moja, et dans les réseaux de contacts des pays membres et des partenaires de Pamoja.

Critères de sélection

Pour les organisations

Les organisations ont été appelées par un avis public à soumissionner si elles remplissent les conditions ci-après :

- Etre une Association, une ONG ou une OSC apolitique et à but non lucratif, locale, nationale ou internationale du secteur de l'éducation ou de la promotion de l'ODD-4 ;
- Jouir d'un statut juridique clair : être officiellement enregistré et intervenant dans l'un des pays membres de Pamoja ;
- Avoir au moins cinq (5) années d'expériences dans le secteur de l'éducation, spécifiquement dans le domaine de l'Alphabétisation et l'éducation des adultes.

Pour les bonnes pratiques à proposer

Les bonnes pratiques doivent répondre aux conditions ci-après :

- Etre mises en œuvre entre 2017 et 2021 ;
- Cibler spécifiquement les jeunes de plus de 15 ans et les adultes des milieux ruraux et urbains, dans le domaine de l'éducation des jeunes et des adultes ;
- Avoir un caractère original et innovant.



• CLARIFICATION DE CONCEPTS CLÉS

Le présent document tourne autour de quatre (4) concepts clés dont la clarification est nécessaire pour une compréhension commune: bonne pratique, éducation des adultes, différentes formes d'éducation des adultes et pays fragiles ou pays en crise.

Qu'est-ce qu'une bonne pratique ?

De manière générale, l'expression « bonnes pratiques » désigne un ensemble d'expériences ou de comportements qui font consensus et qui sont considérés comme indispensables par la plupart des professionnels d'un domaine donné. Une bonne pratique décrit « ce qui a fonctionné » dans une situation ou un environnement particulier et qui peut faire école ou servir de principes de base professionnels ou de repères pour d'autres professionnels. Une bonne pratique est une expérience réussie, testée et validée, au sens large, répétée, qui mérite d'être partagée afin qu'un plus grand nombre de personnes se l'approprient.

De manière plus complète, les « bonnes pratiques » sont souvent exposées comme comportant une approche souvent novatrice, expérimentée et évaluée, et dont on peut présumer de la réussite. C'est l'innovation qui permet d'améliorer le présent et qui, de ce fait, a (ou peut avoir) valeur de modèle ou de standard dans un système donné.

Une bonne pratique en matière d'éducation des adultes est donc un ensemble d'expériences menées dans un contexte donné pour l'amélioration des connaissances et des compétences instrumentales et de vie des jeunes et des adultes, lesquelles peuvent éventuellement servir ailleurs

de modèles et de principes de succès à des programmes d'éducation-formation et d'apprentissage tout au long de la vie. C'est l'ensemble des actions, procédés, méthodes, qui sont à la fois documentées, évaluées, riches d'impacts et de succès, reproductibles et constamment améliorées.

Il faut cependant garder à l'esprit qu'une pratique particulière qui a fonctionné pour quelqu'un dans un contexte donné avec des variables spécifiques peut ou non produire les mêmes résultats dans un autre environnement éducatif.

Qu'est-ce que l'éducation des adultes ?

Deux notions importantes sont ici mises ensemble pour constituer ce concept : éducation et adultes.

Selon A. R. Baba-Moussa et *al.* (2014), l'éducation peut être entendue comme l'« action de développer un ensemble de connaissances et de valeurs physiques, morales, intellectuelles, conformément aux attentes du milieu socio-culturel d'appartenance ». L'éducation revêt donc une dimension « socialisante ». Elle tient sa pertinence en ce qu'elle constitue une formation et une préparation des acteurs sociaux à s'adapter à la vie sociale, à jouer le mieux possible le rôle qui leur est (ou sera) dévolu, à développer chez eux toutes les qualités et capacités dont la société a besoin (A. Moumouni, 1998). C'est pourquoi l'éducation ne saurait se détacher du contexte socioculturel.

Est considérée comme adulte, « toute personne reconnue mature par sa communauté sur la base de considérations physiques (développement biologique), sociologiques (passage aux rites initiatiques et/ou mariage), légales (satisfaction des attributs légaux), et intellectuelles (psycho-

• CLARIFICATION DE CONCEPTS CLÉS

logiquement et cognitivement prête à assumer les attentes de la société vis-à-vis d'un membre adulte) ». Dans la plupart des cultures, les frontières de la jeunesse et l'âge adulte sont difficilement circonscrites. Ainsi, on acceptera ici que le terme adulte désigne « tous ceux qui pratiquent l'apprentissage et l'éducation des adultes, même s'ils n'ont pas atteint l'âge légal de la maturité » (UNESCO, 2015 : Recommandation sur l'apprentissage et l'éducation des adultes).

L'éducation des adultes se rapporte donc à « l'ensemble des processus d'apprentissage, formels ou autres, grâce auxquels les individus considérés comme adultes dans la société à laquelle ils appartiennent développent leurs aptitudes, enrichissent leurs connaissances et améliorent leurs qualifications techniques ou professionnelles ou les réorientent en fonction de leurs propres besoins et de ceux de la société » (Cadre d'action de Belém, Préambule).

Cette définition montre d'abord que la notion d'adulte varie selon les réalités et milieux socio-culturels. Pour nous, la cible spécifiée est constituée des personnes âgées de 15 ans et au-delà. Ensuite, cette définition insiste sur la notion d'éducation qui est un « ensemble des processus d'apprentissage », formel ou non, mais destiné à atteindre un triple but : le développement des aptitudes, l'amélioration des connaissances, le renforcement des compétences techniques ou professionnelles des jeunes et des adultes en fonction de leurs propres besoins et de ceux de la société ».

En définitive, l'Education des Adultes est, comme l'entend l'UNESCO, une « éducation ciblant spécifiquement les individus considérés comme

des adultes par la société à laquelle ils appartiennent en vue d'améliorer leurs qualifications techniques ou professionnelles, de développer leurs capacités, d'enrichir leurs connaissances dans le but d'achever un niveau de l'enseignement formel ou d'acquérir des connaissances, des aptitudes et des compétences dans un nouveau domaine ou de rafraîchir ou de mettre à jour leurs connaissances dans un domaine spécifique ».

Quelles sont les différentes formes d'éducation des adultes ?

Toutes les formes d'enseignement et d'apprentissage visent à faire en sorte que tous les adultes participent à la société et au monde du travail. Elles varient considérablement et offrent de nombreuses possibilités d'alphabétiser les adultes et de leur procurer les compétences de base (instrumentales et de vie), de les former et de les perfectionner. Mais aussi de leur communiquer la notion de citoyenneté active et d'engagement pour le développement qualitatif de leur milieu de vie. Elles comprennent diverses filières et offres d'apprentissage souples, y compris des programmes pour les personnes n'ayant jamais fréquenté l'école dite formelle, les personnes ayant décroché ou qui ont abandonné leur apprentissage.

Dans le cadre du présent document, les formes d'éducation des adultes à considérer sont : apprentissage tout au long de la vie, éducation fondamentale ou éducation de la seconde chance, alphabétisation ou l'alphabétisme, et enseignement et formation techniques et professionnels.

• CLARIFICATION DE CONCEPTS CLÉS

L'apprentissage tout au long de la vie.

C'est un concept qui représente la continuité du processus d'apprentissage et d'éducation, et cela se reflète dans le droit à l'éducation par le fait que cela commence dès la naissance et continue tout au long de la vie. Selon l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL), « l'apprentissage tout au long de la vie est fondé sur l'intégration de l'apprentissage et de la vie, couvrant des activités d'apprentissage pour des personnes de tous âges (enfants, jeunes, adultes et personnes âgées, qu'ils soient filles ou garçons, femmes ou hommes), dans tous les contextes de la vie (famille, école, communauté, lieu de travail, etc.) et par une variété de modalités (formelles, non-formelles et informelles) qui, ensemble, répondent à un large éventail de besoins et d'exigences en matière d'apprentissage » (UIL, 2014 : Literacy and Basic Skills as a Foundation for Lifelong Learning).

L'Éducation fondamentale ou éducation de la seconde chance.

Elle remplace l'enseignement primaire. Elle est constituée des activités et programmes qui permettent de fournir une éducation à tous ceux qui ont manqué une partie ou la totalité de leur éducation primaire. Selon la Déclaration de Jomtien sur l'éducation pour tous (1990) l'éducation primaire doit satisfaire les « besoins éducatifs fondamentaux » comprenant aussi bien les outils d'apprentissage essentiels (lecture, écriture, expression orale, calcul, résolution de problèmes) que les contenus éducatifs fondamentaux (connaissances, aptitudes, valeurs, attitudes) dont l'être humain a besoin pour survivre, pour développer toutes ses facultés, pour vivre et tra-

vailer dans la dignité, pour participer pleinement au développement, pour améliorer la qualité de son existence, pour prendre des décisions éclairées et pour continuer à apprendre. Quand l'éducation primaire de la petite enfance est combinée à celle du premier cycle du secondaire, on parle d'éducation de base en tant que variante ou substitut de l'éducation fondamentale. L'éducation fondamentale doit répondre aux critères de disponibilité, d'accessibilité, d'acceptabilité et d'adaptabilité (CESCR, Observation générale 13: Paragraphe 21).

L'alphabétisation ou l'alphabétisme.

En principe, l'alphabétisation fait partie du contenu normatif du droit à l'éducation primaire (et donc fondamentale et basique) et a été reconnu comme tel par le Comité Droits économiques, sociaux et culturels (CESCR). Elle est essentielle à la réalisation du droit à l'éducation en ce qu'elle constitue une compétence fondamentale pour l'acquisition d'autres compétences, et sans laquelle les objectifs de l'éducation, l'éducation de bonne qualité et la poursuite de l'éducation ne peuvent être réalisés. L'alphabétisation peut être définie comme le processus d'acquisition et d'utilisation d'un ensemble de compétences et de pratiques, incluant la lecture, l'écriture et la numératie, à partir de supports écrits (manuscrit, dessin, imprimé ou numérique), y compris le développement d'une citoyenneté active, l'amélioration de la santé et des moyens de subsistance, l'égalité des sexes, le développement durable... Elle s'effectue dans les langues nationales ou étrangères.

• CLARIFICATION DE CONCEPTS CLÉS

L'Enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP).

L'EFTP inclut l'apprentissage formel, non-formel et informel concernant « ceux des aspects du processus éducatif qui, en plus d'une instruction générale, impliquent l'étude des techniques et des sciences connexes, et l'acquisition de capacités pratiques, d'attitudes, d'une compréhension et de connaissances en rapport avec les professions des divers secteurs de la vie économique et sociale » (UNESCO, 2001 : Recommandation révisée de l'UNESCO concernant l'enseignement technique et professionnel).

Que signifie pays fragile ou pays en crise ?

L'Etat fragile (« *weak states* », en anglais) représente une réalité certes difficile à cerner de manière précise et qui varie selon les points de vue. Mais de manière générale, on peut déjà dire qu'un État fragile est un État confronté à de graves difficultés d'ordre intérieur et extérieur, notamment dans les domaines de la gouvernance, de la sécurité, des finances publiques et de la protection juridique et sociale. En effet, les États qualifiés de « fragiles » peuvent présenter des profils très différents : certains sortent de conflits ; d'autres traversent une profonde crise politique, sociale et/ou économique.

Pour l'OCDE, « un État est fragile lorsque le gouvernement et les instances étatiques n'ont pas les moyens et/ou la volonté politique d'assurer la sécurité et la protection des citoyens, de gérer efficacement les affaires publiques et de lutter contre la pauvreté au sein de la population ».

Plusieurs essais de caractérisation existent. Il y

a par exemple une grille de lecture des fragilités construite autour de cinq (5) catégories de fragilité, elles-mêmes déclinables en plusieurs traits caractéristiques ou symptômes, en fonction des cas examinés :

- Défaillance de l'État de droit ;
- État impuissant ;
- État illégitime ou non représentatif ;
- Economie défaillante ; et
- Société fragilisée.

Les critères méthodologiques définis par Fund For Peace pour l'élaboration de l'Index des Etats Fragiles (Fragile States Index) sont ceux qu'il faut considérer dans le cadre de ce document. Ces critères sont à leur tour clarifiés par des indicateurs spécifiques ainsi qu'il suit :

- **Cohésion sociale:** Appareil de sécurité, les Élités fractionnaires, Grievs de groupe ;
- **Economique:** Déclin économique, Développement inégal, Fuite des hommes et des cerveaux ;
- **Politiques:** Légitimité de l'État, Services publics, Droits de l'homme et État de droit ;
- **Social et transversal:** Pressions démographiques, Réfugiés et personnes déplacées, Intervention externe.

“

**Partout dans le monde, l'éducation est
le socle indispensable à l'instauration
durable du bien-être personnel, social et
économique**

UNESCO/UIL, 2008



LES BONNES PRATIQUES SÉLECTIONNÉES



REFLECT ET COHÉSION SOCIALE



2016-2020

**Pays:** Burkina-Faso**Régions:** Plateau Central et Centre nord**Communes:** Loumbila, Ziniaré, Boussouma et Kaya**Villages :** 1) Donsin, 2) Goué, 3) Ravigui, 4) Ourgou-Manega, 5) Fanka, 6) Tanlouka, 7) Neissemtenga, 8) Boulsin, et 9) Dondolé

● Situation de départ, problématique soulevée et définition de la pratique

2 14 apprenants de 9 villages où il y avait beaucoup de violence, où les jeunes étaient vulnérables avec possibilité de basculer vers l'extrémisme, où les injustices liées au genre étaient récurrentes ont été ciblés. La situation de départ des apprenants montrait que 67% d'entre eux avaient un comportement agressif, 11% avaient un comportement passif lié au genre et 22% connaissaient des conflits interpersonnels avec des comportements d'intolérance, d'insociabilité et d'indiscipline. Tout ceci impactait négativement sur la cohésion sociale au niveau des villages et les voies privilégiées de gestion des conflits étaient la violence.

La pratique consistait donc, à travers les enseignements apprentissages dans les centres, à outiller les apprenants/es afin que les conflits soient gérés de façon non violente et que les jeunes soient moins vulnérables. Le but poursuivi étant la cohésion sociale pour un développement harmonieux et une bonne gestion des conflits à travers l'alphabétisation.



Fiche signalétique de l'organisation

Nom officiel de l'Organisation: Association pour la Promotion de l'Education Non Formelle (APENF)**Date d'enregistrement:** En 1999 sous le numéro 99303/MATS/SG/DGAT/DLPAJ et tout récemment sous le numéro N00000235201 du 23/06/2017**Adresse physique:** Ouagadougou, quartier Dassasgo rue 28-29**Adresse postale:** 11 BP 692 OUAGADOUGOU CMS 11**Téléphone:** 00226 25.36.65.59**Email:** apenf@fasonet.bf**Site Internet:** apenf-bf.org**Nombre de personnel:** 12**Envergure:** nationale

● *Bénéficiaires ou groupes cibles*

- **Opérateurs:** Aide Burkina et UFED Relwende.
- **Groupes cibles directs:** 214 apprenants, dont 180 femmes des 9 centres d'alphabétisation.
- **Groupes cibles indirects:** 654 personnes des 9 villages avec des profils différents: responsables coutumiers, religieux, communautaires, personnes âgées, représentants des partis politiques, conseillers municipaux, déplacés internes et leurs hôtes, hommes mariés, frères et sœurs des époux, responsables de quartier, leaders, responsables des services déconcentrés de l'Etat (sécurité, action sociale, éducation, agriculture, élevage, environnement) et les élèves.
- **Partenaires:**
 - Eirene (ONG allemande)
 - Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN)

● *Méthodologie de réalisation de la pratique Reflect et Gestion Non Violente des Conflits*

L'association pour la promotion de l'Education Non Formelle (APENF) participe à la mise en œuvre du programme Promotion à la Paix (PPS) dans la thématique Education à la Paix et la bonne gouvernance. Cette thématique a pour ambition la résolution de façon non violente des conflits, la réduction des stéréotypes et les préjugés liés au genre et la lutte contre l'extrémisme et la radicalisation des jeunes en vue d'instaurer un climat d'apprentissage et de cohabitation positifs, des espaces d'expression pour la jeunesse pour des revendications pacifiques et d'amoindrir la vulnérabilité socioéconomique des jeunes.



Pour arriver à cette fin, l'APENF a élaboré un module Reflect et Gestion Non Violente des Conflits (GNVC) en collaboration avec le partenaire financier Eirene et Pamoja Burkina en s'appuyant sur les référentiels en vigueur en matière d'éducation non formelle et sur les normes de qualité Reflect. Ce module a été recomposé en plan d'étude et en programme hebdomadaire traduit en langue Moore.

Au cours de la mise en œuvre, des aspects de la Démarche Bilan Valorisation des Compétences (DBVaC) ont été introduits afin d'amener les apprenants à reconnaître leurs compétences et à les valoriser pour développer des activités économiques et être moins vulnérables aux enrôlements.

Les responsables des services d'alphabétisation sont associés tout au long du processus.

Les principales étapes d'implantation et de mise en œuvre sont les suivantes :

- Identification des opérateurs en alphabétisation ;
- Définition de critères pour le choix des villages et des apprenants/es ;
- Elaboration de diagnostic ;
- Recrutement des facilitateurs/trices ;
- Elaboration des contenus hebdomadaires ;
- Formation sur les outils de le GNVC ;
- Formation sur la méthodologie Reflect
- Formation sur les aspects de la DBVaC ;
- Ouverture des centres ;
- Suivi-évaluation ;
- Collecte de changement ;
- Constitution de club de paix.

● **Pertinence**

L'approche est pertinente et a engendré beaucoup d'effets. Les nombreux témoignages le prouvent. En même temps que l'on est éduqué à la paix, on reçoit un contenu instrumental conséquent et on est initié à valoriser ses propres compétences afin d'initier des activités rentables. C'est un moyen qui convient au contexte actuel d'insécurité et qui prévient contre l'extrémisme violent et les conflits intercommunautaires.

● **Efficacité et rentabilité**

Tous les 214 apprenants ont connu des changements substantiels. En effet, après la GNVC, on constate une appropriation effective des enseignements reçus, notamment la culture de la paix, de la non-violence et de la cohésion sociale.

Sur le plan individuel et relationnel:

- 64% des apprenants ont maintenant un comportement assertif ;
- 9% ont un comportement assertif lié au genre ;
- 27% des apprenants ont amélioré leurs relations interpersonnelles et sont devenus disciplinés.

Plusieurs témoignages des apprenants prouvent ces changements. C'est le cas :

- d'une apprenante du centre de Ravigui dans la gestion réussie d'un conflit foncier entre son père et son oncle ;
- de la présidente de l'association UFED Relwendé qui a maintenant une maîtrise de soi dans la gestion familiale et dans la gestion de l'association ;
- d'une apprenante qui a utilisé la communication non violente pour apaiser le climat familial tendu entre elle et ses enfants,



- d'un jeune surnommé "le belliqueux" qui est maintenant surnommé le pacifiste au niveau du centre de Goué.
- du Superviseur de Aide Burkina qui fait régulièrement des publications sur les réseaux sociaux sur la thématique de la paix.

Sur d'autres plans, une apprenante qui n'avait aucun mouton à élever en a aujourd'hui 3. Une autre ne connaissait que trois modèles de coiffure; aujourd'hui elle en connaît 6 et fait fructifier son salon de coiffure, etc.

● *Suivi et évaluation*

Afin de s'assurer d'un suivi efficace, des indicateurs de processus ont été élaborés et le suivi est axé sur les résultats concourant à l'atteinte de ces indicateurs de processus.

Les effets du programme sont mesurés à partir d'indicateurs (quantitatifs et qualitatifs) précis en rapport avec les indicateurs de processus.

Des outils tels que l'outil de suivi administratif et pédagogique, les guides d'entretien, le SEPO, la grille de changement permettent de renseigner efficacement les indicateurs de processus.

Le suivi se fait à plusieurs niveaux :

- *Niveau central*: chargé de programme, chargé de suivi pour le suivi administratif, pédagogique, le suivi des changements (individuel, relationnel et structurel) et le suivi d'étape.
- *Niveau déconcentré* : Direction en charge de l'ENF (DPEPPNF) pour le suivi administratif et pédagogique.
- *Niveau local* : opérateur/trice, superviseurs, COGES pour le suivi administratif et pédagogique, ainsi que le suivi de la fréquentation et le suivi des changements.
- *Niveau sous régional* : unité de pilotage pour le suivi des changements, le suivi de l'évolution de la mise en œuvre et du pilotage



● *Innovations*

L'innovation ici est l'intégration de la GNVC à l'approche Reflect avec quelques aspects de la DBVaC.

● *Durabilité*

54 millions de franc CFA ont été mobilisés pour la réalisation de cette pratique en 3 ans soit 18 millions par an. Ce montant englobe l'appui institutionnel qui est de 35% et le coût par apprenant est estimé à 85 000F.

Les apprenants/es de ces centres sont tenus à pérenniser les acquis à travers leur comportement de tous les jours mais aussi à amener leur entourage à adopter des comportements de paix. De ce fait ils ont été constitués en clubs de paix. C'est ainsi que 34 clubs de paix ont été mis en place. Les clubs se retrouvent périodiquement pour continuer l'œuvre de la paix. En plus, les opérateurs en alphabétisation qui sont à proximité d'eux continuent le suivi de proximité.

- **Reproductibilité**

Cette pratique est répliquable dans tous les contextes car les conflits ont toujours existé et il faut disposer de mécanisme pour la prévention, pour éviter la radicalisation et l'extrémisme violent.

- **Leçons apprises**

En termes de leçons apprises on retient que pour une meilleure fonctionnalité des clubs de paix, il faudrait commencer à inculquer cette idée dès la première année d'apprentissage dans les centres.

Nous remarquons aussi que l'incitation à la mise en pratique des enseignements apprentissages sur les acquis transforme personnellement l'apprenant-e, forge en lui/elle une personnalité non-violente et une estime de soi.

Nous remarquons aussi que le fait d'amener quelqu'un à avoir l'estime de lui-même est une source d'abandon de comportements non appropriés tels que l'indiscipline, le manque de respect, la violence, etc.

L'intégration de quelques aspects de la démarche bilan valorisation des compétences conforte les apprenants/es dans leur capacité à réussir leur projet d'activités génératrices de revenus.

- **Contacts et site internet**

Zabsonré Sanata

Tél: 00226 70 72 53 03,

Email zabsanata@yahoo.fr

Ouédraogo Germaine

Tél: 00226 70 26 80 04

Email geroued@gmail.com

Sites Internet

www.apenf-bf.org

www.eirene.org

ABALS

Approche Bilingue d'Apprentissage d'une Langue Seconde



2007 à 2018



Pays: Burkina Faso ; **Région :** Est et Centre-Est;

Provinces : Gourma, Tapoa, Gnagna, Kompienga, Komandjari et Boulgou ;

Communes : Matiacoali, Fada N'Gourma, Gayéri, Garango, Bittou, Tambaga, Tansarga, Logobou, Diapangou, Bilanga, Piéla, Tangaye, Liptougou, Bogandé, Coala, Kompienga, Djabiiga, Pama, Garango, Thion, Diapaga



Fiche signalétique de l'organisation

Nom officiel de l'Organisation: Association des Personnes Ressources pour le Renforcement des Capacités de Développement (APRCD)

Date d'enregistrement: 12 janvier 2009 sous la loi 10/92/ADP 31 décembre 2018 sous la loi 0064/ Burkina Faso

Adresse physique: Siège social Fada N'Gourma, secteur N°1 route du Bénin, à 200 m côté Est du centre de formation MARIAM DJUALI

Adresse postale: BP 35 Fada N'Gourma

Téléphone: (00226) 70733084 / 76160516 / 79361054

Email: apenf@fasonet.bf

Site Internet: En cours

Nombre de personnel: 32 (Permanents : 06 personnes, Temporaires : 26 personnes)

Envergure: Locale (APRCD couvre la région de l'Est du Burkina Faso) qui a une superficie 51 000 km². Toutefois, les activités de l'APRCD touchent d'autres régions du pays.



Contexte

La plupart des offres en Education Non Formelle (ENF) utilisées au Burkina Faso, bien qu'ayant produit des résultats appréciables, n'intègrent pas assez dans leurs approches l'acquisition et la valorisation des compétences spécifiques en lien avec les

activités socioprofessionnelles des apprenants; d'où une nécessité d'adaptation. Alors que, la lettre de politique éducative de novembre 2008 prône une ENF centrée sur des connaissances instrumentales, devant aboutir à « une formation orientée vers le développement local

dans les différents domaines d'activités des apprenants». Au regard de cette situation, le concepteur de l'ABALS a relevé un certain nombre de problèmes à résoudre, notamment:

- la non prise en compte de toutes les langues du pays par les offres en ENF ;
- la faible exploitation des moyens matériels au niveau local pour la mise en œuvre des activités d'alphabétisation/formation ;
- la faible mobilisation des fonds locaux pour les activités d'alphabétisation ;
- les déperditions observées dans les centres d'alphabétisation ;
- la baisse grandissante de motivation des bénéficiaires due parfois à un faible intérêt ;
- l'inadaptation des cycles d'alphabétisation au contexte de l'adulte (horaires journaliers élevés, durée des sessions et cycles estimés

élevés...) en lien avec ses activités sociales et productrices de biens matériels ;

- l'accroissement de l'analphabétisme de retour (non pérennisation des acquis) ;
- la faible valorisation des compétences des apprenant(e)s en lien avec leurs activités socio- économiques ;
- le faible réinvestissement des acquis de l'alphabétisation/formation dans la vie quotidienne.

C'est dans ce contexte que l'APRCD s'est donné le devoir de promouvoir l'ABALS conçue par une personne ressource de l'association afin de contribuer à l'amélioration de la qualité des offres en ENF au Burkina. Ainsi, une équipe de spécialistes s'est constituée pour accompagner la promotion de l'ABALS.

● **Parties prenantes / acteurs-actrices**

Comme parties prenantes, il y a l'ONG Eau Vive international et l'APRCD d'une part, et le Bureau de coopération SUISSE (BUCO) comme principal organisme de financement (95% du budget), d'autre part.

Dans l'ensemble des communes d'intervention, dix-huit (18) opérateurs en ENF ont activement participé à la mise en œuvre des activités du projet et ont alphabétisé/formé 1427 personnes dont 669 femmes (46,88%) par l'ABALS.

Le Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) est intervenu dans l'appui technique et la validation de l'ABALS.

● **Approche méthodologique**

Dans le processus de recherche des solutions aux problèmes de l'Education Non Formelle (ENF) est née l'Approche Bilingue d'Apprentissage d'une Langue Seconde avec une approche méthodologique bien murie par le concepteur qui s'est d'abord entouré de nombreux promoteurs de l'ABALS, spécialistes et acteurs de l'Education.

Phase 1 : Essai terrain

Après la description de l'approche de 2007 à 2010 et l'autorisation par le MENA en septembre 2010, la première phase d'expérimentation de ABALS s'est poursuivie. De 2008 à 2012, les résultats obtenus étaient encourageants: 08 centres et 92 acteurs formés, dont 37 femmes ; 831 alphabétisés dont 319 femmes.

L'expérimentation a consisté à vérifier :

1. La mise en route d'un multilinguisme oral inclusif pour apprendre le français par :

- l'apprentissage du français oral à partir des langues nationales, ce qui permet son application à toutes les langues (transcrites ou non), donc une inclusion ;
- l'alphabétisation en français, langue officielle du pays ;
- la valorisation des compétences socio- professionnelles (contenus visant l'acquisition de compétences socio-professionnelles des bénéficiaires selon le contexte de chaque milieu) ;
- la transcription volontaire dans les langues transcrites ;
- l'enrichissement des langues premières des apprenants:
- le brassage des langues et des cultures ;
- le taux de couverture nationale de l'ABALS du point de vue linguistique ;
- le partage d'informations (de toute source) dans le centre.



2. L'instauration d'un système durable de financement et de gestion des centres d'ENF avec plus de performances par :

- la promotion des centres d'alphabétisation privés à l'image des écoles privées du formel, avec la possibilité d'ouverture et de fonctionnement des centres à toutes les périodes de l'année, selon les besoins des bénéficiaires ;
- la réduction de la durée du cycle 1 d'alphabétisation à 32 semaines de cours (deux sessions de 4 mois chacune/ 5 jours par semaine/4h de cours journalier) soit 640 h par cycle d'alphabétisation en plus des 10 jours de l'atelier bilan de compétences ;
- l'instauration de la vacation dans la gestion des centres ABALS en vue de solutionner la question de l'instabilité des acteurs en ENF et de permettre la co-animation d'un centre par plusieurs animateurs.

La phase 1 s'est clôturée par un atelier national tenu en avril 2012 et financé par le BUCO/Suisse. L'atelier ayant regroupé 65 promoteurs de formules/approches éducatives en ENF a permis de présenter l'innovation aux autres promoteurs et partenaires de l'ENF). A l'issue de cet atelier, la DDC a renouvelé son engagement à accompagner la promotion de l'ABALS au Burkina Faso.

Phase 2 : Consolidation des acquis de 2014 à 2018

Cette phase a produit les résultats encore plus encourageants :

- 1427 formés dont 669 femmes (46,88%), avec plus de 11 262 personnes touchées (directement et indirectement).
- Financement de la deuxième phase 2013-2017 (à la faveur du programme "Valorisation des compétences" de la Coopération Suisse, avec l'ONG Eau Vive mandatée pour la gestion technique et financière.
- Processus de validation par un atelier d'immersion.



- Consolidation des acquis par des ateliers de formation et de relecture des curricula.
- Mémoire de recherche sur l'ABALS pour l'obtention du Certificat d'Aptitude aux fonctions d'Inspecteur de l'Enseignement du Premier degré à l'École Normale Supérieure/Université de Koudougou (année académique 2015-2016).
- Obtention du certificat de reconnaissance officielle de la DBVaC et ses adaptations dont l'ABALS, le 12 avril 2018 délivré par le Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) du Burkina Faso.

● **Pertinence**

La pertinence de l'ABALS est prouvée par les éléments d'appréciation suivants :

- les thématiques abordées dans les séances d'enseignement/apprentissage,
- la participation et l'engouement des apprenants pour les apprentissages,
- l'attention ou l'assiduité des apprenants,
- la nature des questions,
- la sympathie /courtoisie entre apprenants et animateurs,
- le rythme d'acquisition du savoir enseigné

- le taux des évalués par rapport aux inscrits
- les appréciations des autorités et des opérateurs ENF portées sur l'approche,
- la bonne collaboration entre les services déconcentrés de l'Etat (DPENA/CEB) et les personnes ressources de l'APRCD,
- les durées de formation par jour, par semaine et par mois,
- les conseils apportés par l'équipe du projet et les régaliens,
- la qualité de formation des animateurs (amélioration du niveau de culture/instruction et des connaissances).
- le multilinguisme appliqué dans le débat-libre, les mathématiques, l'info-partage (multilingue),
- l'exploitation (l'exercice systématique)
- la présentation (jeux de causette)
- la valorisation des langues nationales (la découverte de vocabulaire dans les langues nationales, les débats instaurés entre interlocuteurs autour de certains mots).
- la valorisation des compétences (l'identification des ressources et des compétences par domaine thématique)
- le financement du projet (paiement des prestations de service, disponibilité des documents didactiques, équipements divers, le cadre d'expérimentation/ locaux, l'adhésion des acteurs).
- l'utilisation des TIC,
- l'adhésion de nouveaux membres à l'APRCD
- la certification de l'ABALS par le ministère de l'éducation nationale et de la promotion des langues nationales du Burkina Faso (MENA/PLN)

● **Efficacité et rentabilité**

- La rapidité dans l'acquisition des apprentissages : en 4 mois d'apprentissage, les apprenants affirment avoir appris « ce qu'ils n'oublieront jamais »
- L'inversion du système de bilinguisme :

partir du français pour maîtriser les langues maternelles aussi bien à l'oral qu'à l'écrit ;

- Les contributions financières et matérielles des communautés qui supportent jusqu'à 50% des coûts des sessions;
- La satisfaction des apprenants en peu de temps : des effets pratiques et immédiats sur soi, sur sa famille et sur son activité professionnelle engendrant plus de rentabilité de l'activité ;
- Toutes les évaluations ont montré la pertinence et l'efficacité de l'ABALS.

● **Innovations**

- ◇ **Le multilinguisme** : Plusieurs groupes de langues suivent en même temps une séance de cours de façon efficace. En effet, dans la plupart de nos communautés cohabitent plusieurs groupes linguistiques et la majorité de ces langues ne sont pas transcrites/codifiées. L'ABALS favorise l'intégration entre ces communautés par l'inclusion de tout locuteur dans son système d'enseignement/apprentissage ;
- ◇ **Auto-apprentissage/autodidactisme**: Les adultes, et même les jeunes de 14 à 18 ans sont en général préoccupés par une activité professionnelle ou de production et, le temps d'enseignement/apprentissage prévu en intramuros est insuffisant. La documentation fournie par ABALS permet aux apprenants d'être auto-didactes, car ils peuvent continuer à apprendre dans leurs ateliers, au marché, dans leur espace d'élevage... Des exercices sont prévus dans tous les guides ABALS, à l'écrit comme à l'oral ;
- ◇ **La valorisation et l'intégration des langues nationales** : Chaque groupe linguistique est fier de sa langue et la préserve contre l'envahissement d'autres langues. Cela est observable quand dans une séance



il s'agit de faire le tour de table sur le sens d'un mot dans les groupes de langues en présence dans la salle. C'est une véritable occasion de brassage culturel et linguistique qui se vit. C'est en général l'occasion d'harmonisation du sens de certains mots à l'intérieur même d'un groupe linguistique ;

- ◇ **La liaison activités professionnelles et enseignement/apprentissage** : L'ABALS est centrée sur des connaissances instrumentales, devant aboutir à une formation orientée vers le développement local dans les différents domaines d'activités des apprenants. Les curricula traitent plus de trente-cinq (35) thèmes relevant de divers domaines socioprofessionnels et de la vie quotidienne (voir guide ABALS). Quand les guides et manuels d'enseignement/apprentissage ne parlent pas directement de ce que fait et vit l'apprenant au quotidien, les références de mémorisation ne sont pas évidentes. Ainsi, pour amener l'apprenant à apprendre le français et renforcer les acquis dans sa langue maternelle, l'ABALS fait le lien avec ses activités et sa vie quotidienne (cf thèmes de langue et de causeries socioéducatives/débat-libre et les mathématiques) ;

- ◇ **La contribution au financement de l'ENF** : Depuis le début de la mise en œuvre de l'ABALS en 2008, les apprenants ont toujours contribué individuellement entre 5000FCFA et 10000FCFA. Ce qui permettait de payer l'animateur pour qui la communauté contribue également pour la restauration et l'hébergement. Seule la formation de l'animateur est prise en charge par l'APRCD et ses partenaires. Malgré la volonté des acteurs de la formation et de l'ENF et les besoins de plus en plus croissants dans le domaine, les financements du secteur se font de plus en plus rares, alors que les acteurs et les bénéficiaires étaient habitués au financement intégral des campagnes d'alphabétisation/formation. Dès la conception de l'ABALS, nous avons pensé que les centres ABALS pourraient fonctionner à l'image des écoles privées; pourvu que les cibles trouvent satisfaction à travers une démarche novatrice qui les accroche. Effectivement les contributions limitent les déperditions car le contribuable accorde plus d'importance pour ce à quoi il contribue.

● **Suivi et évaluation**

A l'interne, il y a des chargés de suivi des centres ABALS. Ils disposent de canevas de suivi-évaluation et utilisent comme moyens :

- des débats-échanges-appréciation et feedback/ amendement des modules lors des séances préparatoires des ateliers et des rencontres pédagogiques ;
- des observations-appréciations des productions des bénéficiaires lors des séances d'animation et des feedbacks ;
- Des enquêtes d'opinion sur les forces et les aspects à améliorer sur les contenus des curricula auprès des animateurs ;
- Des ateliers sur la formation continue des acteurs de l'APRCD et ses promoteurs ;

A l'externe, il y a le suivi-évaluation des services déconcentrés de l'Etat. Ils accompagnent les promoteurs dans la documentation, la formation des animateurs et l'amélioration de l'approche.

Il y a également le suivi/accompagnement des comités de gestion (COGES) des centres ABALS.

● **Durabilité**

Les facteurs de durabilité observables sont :

- Utilisation quotidienne des acquisitions du fait qu'elles soient en lien avec les activités quotidiennes des apprenants (voir les thématiques...) ;
- La qualité de la documentation ABALS favorable à l'auto- apprentissage (guide de lecture-écriture)
- L'inclusion de toutes les langues du terroir (le système de multilinguisme pratiqué) ;
- Accessibilité des coûts des apprentissages par rapport aux acquis/résultats chez les apprenants

● **Reproductibilité**

Les formations ABALS peuvent être répliquées dans divers contextes :

- à toute période de l'année, en cours de jour ou de nuit ;
- avec tout locuteur/locutrice de langue nationale dans toute zone linguistique ;
- en milieu rural comme dans les villes ;
- en termes de profil d'entrée, l'ABALS donne la possibilité à un large public : les alphabétisés et/ou non alphabétisés en langues nationales; les déscolarisés du système formel (primaire ou secondaire); les apprenant(e)s des centres de formations professionnelles d'agro-pasteurs et d'artisanat, surtout pour la phase des ateliers bilan valorisation des compétences.
- les contributions matérielles et financières sont à la portée des communautés bénéficiaires avec autogestion;
- Le caractère attrayant, motivant, ludique et plaisant de l'ABALS

● **Leçons apprises**

- *Il existe un fort besoin d'éducation des jeunes et adultes même s'ils sont parfois démotivés par les pratiques d'apprentissage dans les centres d'ENF.*
- *Il faut poursuivre la recherche afin de mieux adapter les approches et outils d'apprentissage aux conditions/besoins des cibles. Il s'agit d'orienter davantage l'éducation non formelle vers des groupes socioprofessionnels organisés et constitués, ce qui favorise la motivation des cibles pour l'objet d'acquisition ;*
- *Adapter les moyens matériels et financiers et responsabiliser les communautés bénéficiaires pour la gestion*

● **Contacts**

- **LOMPO Bapougouni**, Formateur en ENF, spécialiste en valorisation des compétences, concepteur de l'ABALS.

Email : aprcdest@yahoo.fr ; aprcdest@yahoo.fr

Tel : (00226) 70 73 73 84/ 60 00 53 20

Fada N'Gourma

- **PrAbouNAPON**, Professeur de sociolinguistique à Université Joseph KI ZERBO, Ouagadougou, Directeur de mémoire de la recherche effectuée sur l'ABALS par OUOBA Yatenyoua Lucien,

Tel: (00226) 76620332/ 76620332 Résident de Ouagadougou

- **LOMPO TAPOA Françoise Xavière**, Etudiante en LINGUISTIQUE, Master II, chargée des projets d'Education Non Formelle à APRCD.

Tel : (00226) 67974957 / 71032240 / 67974957, Résidente de Ouagadougou

- **OUOBA Yatenyoua Lucien**, Inspecteur de l'enseignement du Premier degré, auteur du mémoire sur l'ABALS.

Tel : (0026) 70188411/ 78583132/76324842 Résident de Fada N'Gourma

- **THIOMBIANO Abdoul Karim**, chargé de suivi/mobilisation sociale des centres d'Alphabétisation/ Education non formelle,

Tel: (0026) 70886400/78279897/ 70886400 Résident de Fada N'Gourma

● **Documentation disponible**

Vidéo : séance d'animation de Débat-Libre, Langage, lecture-écriture

Photos : apprenants en classe, animateurs en formation, atelier national de validation ABALS-DBVaC

Rapports : atelier des 26 & 27 avril 2012, et de fin PPIRCD/BF,

Fiches : Description ABALS 2010, capitalisation sur la bonne pratique, de présentation ABALS à IFAENF/Niamey

Guides et manuels : guide ABALS, manuel de lecture/écriture, mathématiques, Débats-libre, langage, élocution...

Certificat de reconnaissance du Ministère : avril 2018

Mémoire d'inspection sur l'ABALS : juin 2016

MALFE

**Motiver les apprenants adultes à persévérer
dans l'apprentissage et la formation par le jeu
et l'amusement**



2017 - 2020



Pays: Nigéria

État: Enugu

District: Enugu West

Région: Sud-Est



IKEOHA FOUNDATION

● Contexte

Le programme d'éducation des adultes de la Fondation IKEOHA a débuté en 2009 avec 2200 apprenants répartis dans 22 centres d'apprentissage. Il n'a pas fallu longtemps pour que la majorité d'entre eux abandonnent, certains définitivement, d'autres se réinscrivent plus tard. D'autres apprenants ont rejoint (et quitté !) le programme au cours des années suivantes. En 2014, il était évident que le programme manquait d'un élément de motivation qui pourrait inciter les apprenants à persévérer et à atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés, à savoir, pour certains, l'alphabétisation et l'apprentissage du calcul (comment manipuler les téléphones portables et les calculatrices et, en général, faire de l'arithmétique, en particulier pour le commerce et la banque) et, pour d'autres, l'obtention du First School Leaving Certificate, qui pourrait leur garantir un emploi rémunéré au niveau du conseil local. Que faire ? La fondation a travaillé avec les apprenants pour créer une approche centrée sur l'apprenant qui utilise l'amusement et le jeu pour motiver les apprenants adultes à persévérer. Cette approche a été nommée MALFE, ce qui signifie : Motiver les apprenants adultes à persévérer par le jeu et l'amusement.



Description de l'organisation

Nom officiel de l'organisation: Fondation IKEOHA

Date d'enregistrement : 5 février 2004

Adresse physique : 11/13 Ezillo Avenue, Independence Layout, Enugu

Adresse postale : P. O. Box 3615 Enugu

Telephone: +2347015705462 / +2348063270616

Email: ikeohafound@gmail.com

Site Internet: www.ikeohafoundation.org

Nombre d'employés : 119 (8 nationaux et 111 animateurs)

● *Parties prenantes/ acteurs-actrices*

MALFE a permis aux jeunes (à partir de 15 ans) et aux adultes (hommes et femmes), de s'inscrire, de persévérer et d'atteindre les objectifs éducatifs fixés de manière amusante et vivante.

L'approche MALFE est actuellement mise en œuvre dans 37 centres d'alphabétisation répartis dans 34 communautés rurales de l'État d'Enugu au Nigeria. Chaque centre d'alphabétisation est doté d'animateurs dont l'un (dans la plupart des cas, le chef d'établissement) est le superviseur du centre. Les activités des centres dans une zone de conseil sont à leur tour supervisées par un coordinateur du gouvernement local. Les cours, qui sont dispensés selon la méthodologie REFLECT, ont lieu trois fois par semaine dans chacun des centres. Chaque centre compte trois catégories d'apprenants :

1. la catégorie d'alphabétisation de base, composée principalement de personnes qui n'ont jamais fréquenté d'école formelle et qui ne peuvent donc reconnaître ni les lettres ni les chiffres,
2. la classe de post-alphabétisation 1, composée de ceux qui n'ont pas reçu plus de deux ou trois ans d'éducation formelle avant d'abandonner l'école,
3. la classe de post-alphabétisation 2 (classe d'examen), composée de ceux qui ont reçu au moins quatre ans d'éducation formelle. Les apprenants de cette catégorie sont inscrits pour passer le First School Leaving Certificate.

4. Nos partenaires techniques sont l'Agence d'État d'Enugu pour l'éducation de masse (Enugu SAME), la Commission nationale pour l'alphabétisation de masse, l'éducation des adultes et l'éducation non formelle (NMEC) et la Commission nationale pour l'UNESCO au Nigéria.

● *Approche méthodologique*

MALFE est un modèle de pratique développé et utilisé dans le cadre du programme d'éducation des adultes de la Fondation Ikeoha, afin d'augmenter les taux d'inscription, de persévérance et de réussite des apprenants.

Ses objectifs spécifiques sont :

1. créer un environnement d'apprentissage convivial qui favorise l'enthousiasme;
2. motiver les apprenants adultes à persévérer et à atteindre leurs objectifs.

MALFE développe la méthodologie REFLECT en intégrant un large éventail de jeux choisis par les apprenants, une formation aux techniques artisanales et artistiques souhaitées et des activités ludiques dans un centre d'éducation des adultes typique.

Ainsi, une journée dans un centre d'éducation des adultes de la Fondation Ikeoha ressemble à ceci :

1. Des cours d'alphabétisation et de calcul, de sensibilisation à la santé, aux droits civiques et à la gouvernance. Ces cours sont parfois dispensés par des animateurs ou par un apprenant à d'autres apprenants;
2. Formation de pair à pair sur l'artisanat, perles de taille, dessin/peinture, pâtisserie (brioches, chin-chin) et vannerie;
3. des jeux et des concours amusants tels que la course en sac, le concours d'orthographe, les débats et les récitations;



Ces activités en centre sont complétées par une célébration annuelle de la Journée Internationale de l'alphabétisation. Cette journée spéciale est utilisée pour mettre en valeur les réalisations des apprenants du programme d'éducation des adultes. Il s'agit généralement d'une journée de faste et de joie au cours de laquelle les apprenants participent à de brillantes démonstrations de défilé, de lecture, de récitation, d'orthographe, de musique, de danse, de théâtre et de remise de prix, en présence des principales parties prenantes du secteur de l'éducation au Nigeria, qu'il s'agisse de politiciens, d'administrateurs de l'éducation, de chefs traditionnels, d'agences de développement multilatérales ou d'organisations de la société civile. Le vaste éventail d'activités et les prix à gagner garantissent que chaque apprenant participe à au moins une activité.

● **Pertinence**

1. Le programme a eu un grand succès, car il y a plus d'apprenants désireux de s'inscrire qu'il n'y a de centres disponibles. Signe que l'approche répond à un besoin réel sur le terrain
2. Les autorités de régulation telles que Enugu SAME et NMEC continuent d'apporter leur soutien technique au programme par le biais de dons de matériel pédagogique, de formations, de suivi et d'évaluation.
3. *"C'est la première fois que la Commission a vu une participation aussi massive dans l'éducation des adultes et l'ENF au Nigeria"*, Alhaji Musa Gusau qui représentait Alhaji Jibrin Y. Paiko, Secrétaire Exécutif de la Commission nationale pour l'alphabétisation populaire, l'éducation des adultes et l'éducation non formelle (NMEC), lors de la célébration de la Journée Internationale de de l'alphabétisation 2017.



● **Efficacité et rentabilité**

- Augmentation du nombre d'inscriptions: 12 722 apprenants ont reçu une éducation de base.
- Taux d'achèvement plus élevés, passant de 56 % en 2017 à 78,5 % en 2019. 1919 apprenants ont désormais obtenu le premier certificat de fin de scolarité.
- 80% des apprenants déclarent avoir atteint les objectifs d'apprentissage.
- Meilleure allocation des ressources de prestation.
- Meilleur retour sur investissement grâce à la réduction du taux d'abandon scolaire.
- Sensibilisation accrue à la santé sur le lieu du programme.
- Amélioration de la confiance en soi et de la participation à la gouvernance locale.
- Élargissement des possibilités de subsistance grâce à l'achèvement de l'éducation formelle de base.
- Amélioration des affaires et du commerce grâce à l'augmentation du nombre de personnes.

● **Innovations**

Les aspects novateurs de MALFE comprennent :

- i. L'appropriation par la communauté. Toute communauté qui souhaite un centre d'apprentissage fournit un lieu propice, généralement une école primaire existante, et assure la sécurité, tandis que la fondation sélectionne, forme et rémunère des animateurs choisis dans la même communauté
- ii. Utilisation de jeux amusants pour créer une atmosphère éducative similaire à la vie communautaire naturelle des apprenants.
- iii. Implication des apprenants dans la planification et la replanification des activités au centre
- iv. Encadrement et instruction par les pairs

● **Suivi et évaluation**

Le suivi et l'évaluation sont un élément clé du modèle MALFE. Il est important de s'assurer que les investissements consacrés au renforcement des capacités des habitants des zones rurales sont judicieusement utilisés et que les progrès réalisés sont comptabilisés pour s'assurer qu'ils correspondent aux aspirations du programme d'éducation des adultes. Cet objectif est atteint grâce à des visites régulières de supervision dans les centres pour la collecte de données et l'interaction avec les apprenants.

Ces interactions se font à trois niveaux :

- **Le niveau multipartite**, où des fonctionnaires du SAME d'Enugu, du NMEC et de l'UNESCO collaborent collectivement ou séparément avec la fondation pour effectuer des visites sur le terrain dans les centres d'alphabétisation.
- **Le niveau de l'équipe stratégique**, qui implique des réunions mensuelles du personnel de gestion et des 5 coordinateurs des gouvernements locaux. Au cours de ces réunions, qui ont lieu tous les mois au siège social de la fondation, les coordinateurs apportent des rapports de terrain contenant le nombre actuel d'apprenants, des observations personnelles sur la qualité de l'apprentissage en cours dans les centres et les défis particuliers de chaque centre. Ces réunions sont également l'occasion pour les coordinateurs de collecter du matériel pédagogique et des aides à l'enseignement qui seront ensuite distribués aux centres.
- **Le niveau des visites régulières de supervision**, où les cinq coordinateurs visitent chacun des 37 centres au moins une fois par mois pendant neuf mois.

● *Durabilité*

Les facteurs ci-après garantissent la pérennisation de l'expérience :

1. Les coordinateurs des gouvernements locaux et les superviseurs/facilitateurs des centres MALFE sont des volontaires qui reçoivent des allocations mensuelles pour le transport et la logistique;
2. L'engagement des communautés à payer les animateurs, superviseurs et coordinateurs: les communautés s'engagent à soutenir le programme en offrant des locaux et en assurant la sécurité;
3. L'organisation de sessions d'enseignement, d'accompagnement et d'apprentissage;
4. Les visites régulières de suivi et d'évaluation;
5. L'inscription et l'orientation des apprenants intéressés à passer les examens du First School Leaving Certificate;
6. La tradition de la célébration de la journée annuelle de l'alphabétisation des adultes à travers une fête foraine;
7. La sensibilisation des acteurs intéressés à apporter des contributions financières au programme.

La mise en œuvre de cette pratique coûte à la fondation environ vingt millions, sept cent vingt-deux mille nairas (N20, 722, 00000) seulement par an, soit environ 7 069,51 USD au taux actuel de 380,752 N par dollar.

● *Reproductibilité*

MALFE peut très bien être reproduit dans des situations et des contextes différents en jouant sur les aspects naturels et grégaires de la personnalité des gens et en ancrant une culture qui laisse les apprenants adultes diriger leurs propres activités d'apprentissage.



● *Les leçons apprises*

- En tant qu'apprenants autodirigés, les adultes répondront très positivement aux activités d'apprentissage qui reconnaissent leurs opinions, aptitudes et préférences.
- Les gens sont sociables, dès lors que l'environnement est propice. Par conséquent, les désirs innés des gens de jouer, de rire, d'être aimés et appréciés, qui sont mis en évidence dans le modèle MALFE, aident les apprenants à persévérer dans leur formation.
- Le coaching par les pairs présente la plus grande opportunité pour les apprenants de développer leur confiance en soi. Beaucoup d'apprenants qui semblaient nerveux et incertains au début sont soudainement devenus vifs et pleins d'entrain une fois qu'ils ont commencé à coacher les autres sur leurs propres compétences uniques. Cette transformation vient de la prise de conscience de leur propre valeur et de leur caractère unique.
- Le plus grand défi, cependant, est de savoir comment libérer l'insouciance, l'esprit d'enfant et les attitudes ludiques des apprenants.

● Contact

Mme Cindy Ezeugwu
Directeur exécutif

Obiora Obasi
emekaobioraa@gmail.com
+2348063270616

M. Chidiebere Okoro
Directeur de programme - Éducation
chidiajali@yahoo.com
+2348033826265

● Lien internet**Site web**

www.ikeohafoundation.org

Autres liens internet

1. <http://dailypost.ng/2015/07/05/ekweremadus-foundation-disburses-n23-5m-subventions-education-aux-étudiants/>
2. <https://grassroots.ng/index.php/2019/05/14/302-adult-learners-graduate-from-ikeoha-adult-literacyscholarship-photo/>
3. <https://www.armadanews.com/ekweremadus-foundationgraduates-197-doles-out-n38-5m-in-scholarship/>

● Documentation disponible

- Vidéos et album photos des célébrations annuelles de la journée internationale de l'alphabétisation pour 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019
- Vidéos des visites de suivi et d'évaluation en 2016, 2017 et 2018



PARTENARIAT/COLLABORATION ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES RÉSEAUX D'ONG SUR DIFFÉRENTES APPROCHES



2018 - 2020



Pays: Nigéria

Etats : 35 États dans le territoire fédéral (FCT).

Régions/ District : Pabeyi (Gwagwalada), Lukoda (Kwali), Adagba (Abaji), Zagabutu (Kuje), Barangoni (Bwari), Karshi, Zamani et Sauka (Abuja Municipal Area Council (AMAC))

Contexte

Le partenariat entre gouvernement et NOGALSS (le réseau national des ONG du secteur de l'alphabétisation au Nigéria) a porté essentiellement sur trois (3) approches : Programme du Facilitateur rural ou Rural Facilitator Scheme (RFS), REFLECT, Alphabétisation par la Radio.

◇ Programme d'animateur rural ou Rural Facilitator Scheme (RFS)

La Commission nationale pour l'alphabétisation de masse des adultes et l'ENF (NMEC) a travaillé dans le passé avec les agences d'État pour l'éducation de masse (SAME) afin d'améliorer le taux d'alphabétisation au Nigeria par le biais de la RFS. Les résultats devaient être améliorés. Le NMEC s'est rapproché de NOGALS dans le but d'obtenir de meilleurs résultats pour les efforts d'alphabétisation des jeunes et des adultes dans les zones urbaines et rurales du Nigéria. Les ONG offrant des formations de base, professionnelles et continues dans un cadre non formel disposaient déjà de leurs centres d'apprentissage. Un partenariat avec le NMEC sur ce projet devait permettre d'augmenter le nombre d'inscriptions et de renforcer les résultats des ONG, tout en améliorant le taux d'alphabétisation. Dans le cadre du projet, les ONG devaient augmenter leurs inscriptions de 25 à 30 apprenants (80% de femmes). La RFS s'est concentrée sur la fourniture d'une alphabétisation et d'une numératie de base pendant une période de six mois au cours de laquelle un test d'évaluation et un exercice de suivi ont été réalisés.



Description de l'organisation

L'Association For Literacy Support (NOGALSS) est la faîtière de toutes les ONG actives dans le domaine de l'éducation des adultes et de l'ENF au Nigéria. Sa création a été facilitée par la National Mass Education Commission (NMEC) en 1993 pour compléter les efforts du gouvernement dans la lutte contre l'analphabétisme. Il s'agit d'une association nationale regroupant toutes les ONG, les organisations confessionnelles, les organisations communautaires, les organisations populaires et les OSC impliquées dans l'alphabétisation de masse, l'éducation des adultes et l'ENF au Nigeria. Elle dispose d'un secrétariat national domicilié à Abuja qui coordonne toutes les activités de l'association. Il existe également six bureaux de zone, un dans chacune des six zones géopolitiques, qui coordonnent les activités des ONG de NOGALSS dans les États de la zone. Il y a un comité exécutif d'état en charge de chaque branche de l'association et un exécutif de gouvernement local qui supervise les activités des ONG dans la zone du gouvernement local. Cela signifie que l'association est présente dans chacune des 774 administrations locales du Nigéria. Cette structure de base vise à faciliter les activités d'alphabétisation dans tous les coins et recoins du Nigéria. NOGALSS est enregistrée auprès de la Corporate Affairs Commission (CAC), du ministère fédéral de l'Éducation (FME), du ministère de la Planification nationale (MNP) et de la Economic and Financial Crimes Commission (EFCC). NOGALSS collabore et s'associe avec le ministère fédéral de l'éducation du Nigeria, le bureau régional de l'UNESCO à Abuja, etc.

◇ **REFLECT dans le territoire de la capitale fédérale (FCT)**

Le FCT est le siège du gouvernement nigérian et l'on s'attend à ce que le niveau de développement des communautés soit élevé, ce qui n'est pas exactement le cas puisque de nombreuses communautés sont sous-développées. La pratique de la méthode REFLECT au Nigeria remonte aux années 1990. Le département de l'éducation des adultes et de l'éducation non formelle du FCT, conscient du fait que NOGALSS est une association d'ONG compétentes en matière de pratiques REFLECT, l'a invitée à former des facilitateurs pour gérer l'alphabétisation et le travail de développement dans les communautés rurales des six conseils régionaux du FCT. Cette formation était une introduction à REFLECT pour les animateurs qui travailleraient avec les membres de la communauté qui feraient partie de la future formation REFLECT. La formation d'introduction a donné lieu à des dialogues communautaires qui ont permis d'identifier les problèmes de la communauté et sélectionner des membres de la communauté pour participer au travail REFLECT en leur nom.

◇ **Alphabétisation par la radio dans l'État de Nasarawa**

L'État de Nasarawa est l'un des 36 États du Nigeria. Conscient de l'expertise de NOGALSS en matière d'alphabétisation par la radio, il l'a invitée à former deux animateurs dans chaque gouvernement local de l'État. L'État a estimé qu'il s'agissait d'une réponse nécessaire aux exigences de la Covid 19, la plupart des centres d'apprentissage pour adultes ayant été fermés pendant des

mois. L'histoire de l'alphabétisation par radio au Nigeria remonte à 2005, lorsque le NMEC a décidé qu'il était nécessaire d'utiliser les médias de masse pour enseigner la lecture, l'écriture et le calcul. Le projet a permis d'atteindre un plus grand nombre d'apprenants en même temps (avec moins de facilitateurs), d'apprendre dans des lieux qui leur conviennent, de faire participer les membres de la famille à l'apprentissage et de donner aux apprenants une grande confiance en eux car ils contrôlent leur apprentissage. Le projet utilise l'abécédaire d'alphabétisation par radio en Haoussa et le guide des animateurs. Des leçons radiophoniques préenregistrées sont diffusées à des heures précises aux apprenants déjà inscrits qui ont maintenant des séances de contact avec leurs animateurs deux fois par mois dans des lieux prévus à cet effet. Grâce à cet arrangement, nos jeunes et nos apprenants adultes peuvent poursuivre leur apprentissage même à l'ère du Covid. Le projet se poursuit.

● *Parties prenantes/ acteurs-actrices*

Les bénéficiaires sont les jeunes et les adultes analphabètes, hommes et femmes, dans les communautés rurales et suburbaines. Les partenaires techniques et financiers sont la National Commission For Mass Literacy Adult And Non Formal Education (NMEC), les Agences étatiques pour l'éducation de masse (SAME) et l'Association For Literacy Support (NOGALSS).

Le degré d'implication dans chacun des projets est le suivant :

1. Rural Facilitators Scheme : Le NMEC a financé la formation des animateurs ruraux, les allocations mensuelles, la fourniture de matériel pédagogique et l'exercice de suivi. Le NOGALSS a financé la réunion consultative nationale de toutes les ONG, et est responsable du recrutement des animateurs, de l'inscription et de l'enseignement des apprenants, du fonctionnement quotidien des centres et du rapport mensuel au NMEC.

2. REFLECT : Le département de l'éducation de masse du FCT a financé la formation REFLECT, les activités de suivi dans les communautés, par exemple le dialogue communautaire et la sensibilisation. NOGALSS fournit l'expertise et les compétences pour la pratique de REFLECT et le suivi des progrès.

3. Alphabétisation par la radio : L'Agence pour l'éducation de masse de l'État de Nasarawa a financé la formation des animateurs, la fourniture d'un poste de radio et de matériel pédagogique. NOGALSS fournit l'expertise et suit les progrès.



● *Approche méthodologique*

Alors que les agences gouvernementales fournissent le financement, NOGALSS fournit l'expertise et réalise les activités de base impliquées dans les projets. La démarche aussi bien avec la RFS, REFLECT que l'alphabétisation par la Radio est interactive, itérative et fortement participative.

● *Pertinence*

Le rapport de suivi de fin de projet du NMEC sur le Rural Facilitator Scheme montre que le projet a atteint son objectif d'augmenter le nombre de personnes alphabétisées au Nigeria et de forger un partenariat viable entre le gouvernement et les ONG. Huit (8) communautés du FCT ont été sensibilisées et mobilisées pour l'utilisation de l'approche REFLECT et le développement. Les membres des communautés sont heureux et se réjouissent de travailler au développement de leurs communautés. L'État de Nasarawa a formé des facilitateurs pour l'utilisation de l'approche d'alphabétisation par radio, testée et éprouvée, dans la région de la capitale nationale.

● *Efficacité et rentabilité*

Programme d'animateur rural : Le nombre de personnes alphabétisées a augmenté de 6 390, dont 1 877 hommes et 4 513 femmes. Ils ont appris dans les langues suivantes : Yoruba 16%, Igbo 10%, Hausa 18%, Arabe 4%, Nupe 4%, Tiv 4% et Anglais 44%. La politique linguistique nigériane veut que les gens apprennent d'abord à lire et à écrire dans leur langue maternelle. Les ONG d'alphabétisation de masse ont été formées et renforcées par leur participation au projet. Il existe désormais un partenariat de confiance entre le gouvernement et les ONG dans le domaine de l'alphabétisation.

REFLECT : Le dialogue dans les huit (8) communautés a permis aux gens d'ouvrir les yeux sur les problèmes de leurs communautés. Les membres de la communauté sont suffisamment sensibilisés pour vouloir poursuivre leur programme de développement tel qu'identifié. La communauté a identifié son représentant dans le projet REFLECT.

Alphabétisation par la radio : Le projet "Literacy by Radio" a d'abord été piloté au Nigeria en 2005 dans treize (13) États. En raison du succès du projet, il a été étendu en 2007 au reste des États du Nigeria. Nasarawa faisait partie de cette extension mais n'a pas poursuivi le projet. Dans le sillage de Covid 19, l'état de Nasarawa a décidé de réintroduire le projet pour sa pertinence face aux défis présentés par la pandémie. Le projet a l'avantage de toucher de nombreux apprenants en même temps et à leur convenance.

● *Innovation*

Le partenariat entre le gouvernement et le réseau d'ONG dans le domaine de l'alphabétisation en vue de fournir une éducation des adultes et une éducation non formelle de bonne qualité aux personnes analphabètes des zones rurales et urbaines est la principale nouveauté. Les caractéristiques de l'innovation comprennent la signature d'un protocole d'accord, l'apport d'expertise, l'utilisation des lignes directrices de la politique nationale d'alphabétisation, la formation préalable des animateurs à l'aide d'un manuel de formation standard et la disponibilité de plusieurs stratégies d'enseignement/ apprentissage adaptées aux différentes circonstances. Les caractéristiques qui renforcent ce partenariat incluent le fait que le NOGALSS dispose d'une formidable structure qui transcende les quatre niveaux de la structure gouvernementale nigériane : le niveau national, les zones, les états et les collectivités locales. À chacun de ces niveaux, il existe des comités exécutifs d'ONG qui rendent compte au comité suivant à intervalles réguliers. Les ONG se soutiennent mutuellement par leurs pairs. Cette représentation à la base est utile pour s'assurer que personne n'est laissé de côté dans l'accès aux programmes d'alphabétisation. NOGALSS possède des compétences et des experts en éducation non formelle avec lesquels elle soutient les efforts du gouvernement dans la lutte pour l'autonomisation des personnes défavorisées. Ses compétences en matière de facilitation de l'alphabétisation, de formation à l'utilisation des TIC et de REFLECT sont au centre de cette présentation.

● *Suivi et évaluation*

Toutes les parties prenantes sont impliquées dans le suivi et l'évaluation du projet. Il s'agit notamment des membres de la communauté, des apprenants/bénéficiaires cibles, des ONG, des agences d'État pour l'éducation de masse, de la Commission nationale pour l'alphabétisation de masse des adultes et de l'éducation non formelle. Le NMEC et les SAME collectent des données sur l'alphabétisation auprès des ONG en utilisant le format national de suivi et d'évaluation (M&E). Les communautés et les apprenants sont en mesure de donner leur avis car ils sont impactés par le projet. La plus grande difficulté est que la plupart des agences d'État ne disposent pas de moyens de suivi pour atteindre la base.

● *Durabilité*

Les agences gouvernementales doivent disposer de fonds pour soutenir le projet dans leur allocation budgétaire. La formation standard dans des approches spécifiques testées et fiables doit se poursuivre. Cela implique que des fonds suffisants soient prévus pour cette formation. Les ONG doivent être habilitées à poursuivre le travail de base et à s'associer pour mettre en œuvre la politique gouvernementale en matière d'éducation de masse. En raison de l'évolution constante des coûts (inflation comprise), les parties prenantes devront déterminer le coût idéal du projet dans lequel elles sont impliquées.

● *Reproductibilité*

Les trois projets décrits ici ont été testés et approuvés pour leur efficacité à répondre au problème de l'alphabétisation ; ils sont donc reproductibles à différentes échelles.



● *Les leçons apprises*

La collaboration du gouvernement avec les ONG peut rendre un projet d'alphabétisation réussi et efficace. Alors que le gouvernement fournit les fonds, les ONG apportent leur expertise et font un travail de terrain. Le défi réside dans le fait que le gouvernement demande aux ONG de mettre en œuvre des projets pour lesquels ils n'ont pas été impliqués en amont. Dans les projets, le partenariat entre les ONG et le gouvernement devrait commencer par le plan du projet, puis se poursuivre jusqu'à la fin du projet.

● *Contacts*

Association For Literacy Support (NOGALSS) Suite 52,
FCT Department For Mass Education, Karu, Abuja, FCT
National Commission For Mass Literacy Adult And NFE

Formal Education (+234) 08023421859/
(+234) 08030774701 3.

FCT Department For Mass Education, Plot No1509,
Igbodo Street, Phase 1, Cadastral Zone E10, Karu
District, Abuja. (+234) 0808 5912 717/
(+234) 0803 961 6043 4.

Nasarawa State Agency For Adult and Non Formal
Education, Shendam road, Opposite Masalachi Idi,
Nasarawa State. (+234) 08037805029/
(+234) 08037691023

www.nogalss.org



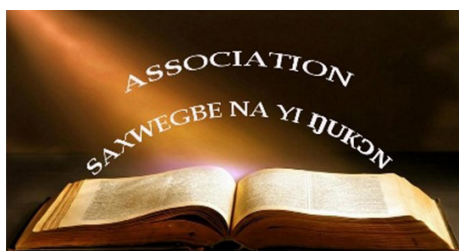
ALPHABÉTISATION HOLISTIQUE AU PROFIT DES ARTISANS (COUTURIÈRES ET COUTURIERS)



2021.



Lobogo (Commune de Houéyogbé), Bénin



Fiche signalétique de l'organisation

Nom officiel de l'Organisation: Saxwègbe Na Yi Nukon
(qui signifie littéralement: la langue Sahouè doit aller de l'avant)

Date d'enregistrement : Le 29 juin 2017 sous le numéro 2017/060/MISP/DC/SGM/DAIC/SC/807 du 29/06/17

Adresse physique : Doutou-Houeyogbe, Maison ZOCLI

Adresse postale: BP : 17 Houeyogbe

Téléphone : 97589776

Email : saxwegbenayinukon2013@gmail.com

Site web : www.saxwe.net

Nombre de personnel: 6

Envergure : Locale

Contexte

Au Bénin, l'artisanat est un secteur à fort potentiel de ressources d'emplois et occupe 25% de la population active. Mais force est de constater que plusieurs artisans n'ont jamais été à l'école et n'ont jamais été alphabétisés dans une langue maternelle du Bénin. Cette situation les limite dans leurs initiatives et ne les aide pas à gérer convenablement leurs clients et leurs revenus. De plus, ils ont besoin d'autres activités génératrices de revenus pour pallier le manque de clients auquel ils font face à des moments donnés.

Les artisans de Lobogo ne sont pas en marge de ces réalités liées au secteur artisanal au Bénin. Aussi l'Association *Saxwègbe na yi nukon* a-t-elle initié un programme d'alphabétisation holistique à leur profit.

Les artisans de Lobogo sont composés de plusieurs corps de métier. On peut noter les couturières et couturiers, les coiffeuses et coiffeurs, les mécaniciens, etc. Les différents corps de métier se sont constitués en associations. Le programme d'alphabétisation holistique a choisi de cibler l'association des couturières et des couturiers de Lobogo.

Au niveau des couturières et couturiers, la



plupart ne savent ni lire ni écrire. Ainsi, nous avons constaté que beaucoup ont de difficultés à noter les mesures en vue de la confection de tenues à leurs clients. Par ailleurs, ils ne sont pas capables d'associer les mesures aux noms des clients et cela crée souvent des problèmes.

et écrire le Saxwègbe et les initier aussi à des activités génératrices de revenus afin de les aider à relever les défis précédemment signalés.

Bénéficiaire : Association des couturières et couturiers de Lobogo

Organisation initiatrice : Saxwègbe Na Yi Nukon

Partenaire technique et financier : ONG
Wycliffe Bénin





● Pertinence

Beaucoup de couturières et couturiers à Lobogo n'ont jamais été à l'école et n'ont jamais été alphabétisés dans leur langue maternelle qu'est le Saxwègbe ce qui les limite dans leur initiative et ne leur permet pas d'être efficaces dans leur travail. De plus, leur nombre élevé fait qu'ils n'ont pas assez de clients ce qui amène certains à être désœuvrés. D'où la nécessité de les aider à savoir lire et écrire et à développer certaines activités génératrices de revenus à travers la mise en œuvre de l'alphabétisation holistique qui a consisté à les alphabétiser en langue Saxwè et à les former sur la préparation de quatre types de savon à savoir : *Palmida*, *Santex*, «*Si je savais*» et *Fanico*.

● Efficacité et rentabilité

Grâce à ce programme les couturières et couturiers ayant participé au programme sont capables de noter les noms de leurs clients avec

les mesures correspondantes. Les bénéficiaires arrivent désormais à noter les noms et les numéros de leurs clients dans le répertoire de leur portable et arrivent à les joindre facilement sans se faire aider. Ils arrivent à noter les dettes de leurs clients dans un cahier afin de pouvoir faire le suivi du paiement. À la date d'aujourd'hui, quatre bénéficiaires qui ont fait de la préparation et la vente du savon leur deuxième activité. Quelques-uns des bénéficiaires en préparent pour l'usage domestique.

● Innovations

En général, les centres d'alphabétisation sont composés des apprenants venus de tous les secteurs d'activité et on les amène à lire et à écrire leur langue maternelle seulement sans tenir forcément compte d'autres besoins les concernant. La particularité de ce programme réside dans le fait que les apprenants sont d'un secteur d'ac-

tivité spécifique, avec des besoins spécifiques identifiés avant le démarrage.

● Suivi et évaluation

Au cours du programme, deux superviseurs visitaient le centre lors des cours d'alphabétisation. Après la formation sur le savon, nous avons donné des orientations claires aux apprenants par rapport aux lieux où ils peuvent acheter les produits pour la préparation du savon. La coordinatrice du programme était en contact avec les bénéficiaires pour s'enquérir de leurs difficultés dans la mise en pratique et les aider à surmonter ces difficultés. Le facilitateur d'alphabétisation étant dans la zone, il était aussi commis pour suivre ces artisans.

Après la campagne, le facilitateur continue de suivre les bénéficiaires et voir comment ils utilisent les acquis du programme pour accroître le rendement de leur activité.

Le bureau de l'Association veille à encourager les néoalphabètes à poursuivre les apprentissages.

L'ONG Wycliffe qui a financé le programme fait aussi un travail de suivi à travers ses organes nationaux et ses partenaires étrangers.

● Durabilité

La poursuite de l'accompagnement des apprenants par le facilitateur qui est choisi au milieu de la communauté assure une continuité des apprentissages.

Les responsables de l'association Saxwe gbé na

yi nukon sont également engagés à maintenir les apprentissages.

Le défi reste la mobilisation de ressources complémentaires pour permettre à tous les bénéficiaires d'acheter les produits pour préparer le savon. Mais aussi mener un travail de sensibilisation avec l'aide des professionnels de la santé pour qu'ils donnent des conseils aux apprenants afin de leur éviter les risques sanitaires liées à la préparation manuelle du savon.

● Reproductibilité

On peut initier de tel programme au profit des groupements des femmes, des agriculteurs, etc.

● Leçons apprises

- La motivation et l'assiduité des apprenants parce que le programme d'alphabétisation prend en compte non seulement leurs besoins spécifiques mais aussi contribue au renforcement de leurs moyens d'existence.
- Quand les bénéficiaires voient l'utilité du programme, ils participent eux-même à son déroulement. A Lobogo, ce sont les bénéficiaires eux-mêmes qui ont financé la formation sur la préparation du savon.

● Contacts

- Coordinatrice du programme
et superviseure en alphabétisation
Mme ADJAMONSI Aurore, Epse CODJO
Tel : (0022) 97 60 08 11

- Facilitateur en alphabétisation
M. VIDEGNON Cyprien;
Tel : (00229) 67 88 13 08

- Superviseur en alphabétisation
M. DOTOUVE Pascal,
Tel : (00229) 95 50 99 03



FORMATION DES JEUNES CHÔMEURS (ÂGÉS DE 18 À 35 ANS) DANS LES ZONES RURALES ET URBAINES POUR PRENDRE SOIN DES PERSONNES ÂGÉES



2016 – 2020



Pays: Nigéria

Etat: Enugu

Région/ District: Communauté du sud-est d'Umuode et communautés voisines de l'État



● Description de l'organisation

Dewdrop Foundation (DDF) est une organisation à but non lucratif créée en 2002 et dûment enregistrée auprès des autorités gouvernementales telles que (CAC, NPC, SCUML) etc. Dirigée par des femmes, DDF a commencé comme une organisation dont le travail était largement axé sur les aidants. Cependant, notre expérience de terrain au fil des ans sur les défis croisés auxquels sont confrontés les bénéficiaires, a conduit à notre concentration supplémentaire sur les questions de développement communautaire en tant que clé pour traiter et éliminer les causes profondes des violations des droits du travail et des droits de l'homme dans les communautés rurales.

DDF est structuré pour répondre aux besoins de ses cibles qui sont principalement les groupes défavorisés et vulnérables (y compris les femmes, les enfants, les personnes âgées et les jeunes, en particulier les travailleurs domestiques dans le secteur des soins informels).

La mission de DDF est de contribuer au développement durable des communautés de base, en renforçant l'égalité des sexes et en améliorant le bien-être des groupes vulnérables tels que les femmes et les enfants, les personnes âgées, les travailleurs domestiques et les jeunes par l'éducation, le renforcement des capacités, les programmes d'entrepreneuriat/d'autonomisation, le plaidoyer et en inspirant des cultures positives.

Pour réaliser efficacement sa vision/ mission, DDF travaille avec Dewdrop Institute (www.dewdropinstitute.com), un institut professionnel fondé en 2016 en tant que bras de formation de l'ONG. L'Institut est accrédité par le premier institut de formation professionnelle de renommée mondiale, City and Guilds International du



Royaume-Uni, et est dûment enregistré auprès des autorités gouvernementales du Nigeria telles que le CAC, le ministère fédéral de la Santé et le ministère fédéral de l'Éducation.

Nos bonnes pratiques en matière d'éducation des adultes comprennent un plan en trois étapes :

- Sensibilisation du public sur les potentiels et la pertinence de l'enseignement professionnel pour la demande croissante du marché au Nigeria.
- Identification de la population vulnérable qui sera principalement touchée par l'éducation à l'aide du mécanisme d'analyse des besoins structuré du DDF.
- Les formateurs et éducateurs certifiés de Dewdrop Institute mettent en œuvre des programmes de formation durables sur mesure pour un renforcement efficace des capacités et une réduction de la pauvreté au niveau local.

● Contexte

La population de 200 millions d'habitants du Nigeria comprend 34% de jeunes et de femmes désespérés au chômage qui sont victimes des réseaux de l'immigration illégale, du marché du sexe et de la traite des esclaves des temps modernes. Le Nigeria compte 9,3 millions de personnes âgées de plus de 60 ans (Commission nationale de la population) et se classe 86e sur 96 pays selon l'indice Global Agewatch qui surveille le bien-être de la population vieillissante. Le Nigeria manque d'installations médicales adéquates, de politiques et de soignants formés. Ce problème est encore aggravé par l'assujettissement socio-économique des prestataires de services dans le secteur informel, ce qui rend l'enseignement professionnel peu attrayant pour de nombreux jeunes nigériens. Les efforts du gouvernement pour faire face à ces menaces n'ont pas donné les résultats escomptés, tandis que le fruit à portée de main de fournir une formation professionnelle et des opportunités d'emploi décent avec des avantages sociaux

appropriés et un cheminement de carrière pour les aidants naturels n'est pas leur priorité. Avec l'augmentation de la recherche d'emplois de cols blancs et la pandémie de COVID 19, il y a eu une augmentation de la demande de soignants et de travailleurs domestiques, d'où la nécessité de professionnaliser le secteur des soins.

Dewcare Specialist Service est sur le point de combler cette lacune en utilisant une application de formation basée sur la technologie qui offre une formation professionnelle en ligne facilement accessible et abordable avec des stages (une plate-forme où les formateurs acquièrent une expérience pratique qui renforcera les apprentissages par la pratique et le partage inter-générationnel des connaissances entre les personnes âgées, les personnes ayant des besoins spéciaux (en situation de handicap par exemple) et les enfants, en particulier ceux âgés de 0 à 5 ans).

Les catégories répertoriées sont en grande partie les usagers des services de soins.

● Parties prenantes

- **Bénéficiaires/ Groupes cibles** : Femmes et hommes adultes, jeunes, jeunes filles, personnes âgées
- **Partenaires techniques et financiers** : Dewdrop Institute, BON Hotels, Conseil national de l'enseignement technique, OXFAM-VOICE

● Approche méthodologique

- **Professionaliser le secteur des services grâce à l'accès aux technologies numériques** : Notre programme déploie un certain nombre de stratégies pour l'enseignement professionnel qui comprend l'utilisation d'une plate-forme d'apprentissage numérique pour la culture et les compétences de soins basées sur le genre. Les supports de cours peuvent être facilement téléchargés à partir de l'application Dewcare et travaillés hors ligne via des appareils mobiles tels que des téléphones, des tablettes, des ordinateurs portables et des PC.
- **Formation des formateurs** : Il s'agit d'un processus structuré de transmission d'informations aux individus et aux représentants sur le contenu du sujet afin d'être en mesure de transmettre les leçons à un plus grand nombre de bénéficiaires. Cette méthode vise à faire de l'apprentissage un processus continu dans nos communautés de projet.
- **Compétences tout au long de la vie et opportunités d'apprentissage intergénérationnel** : la formation professionnelle Dewdrop dans le domaine de la santé et de l'aide sociale est structurée pour donner aux apprenants une expérience holistique où les bénéficiaires à l'issue de la formation sont affectées à des foyers pour per-

sonnes âgées, des crèches pour renforcer les apprentissages acquis et remédier à la déconnexion entre l'ancienne génération et la jeune génération. L'expérience d'apprentissage à double sens vise à compléter les apprentissages formels. Notre programme Dewcare est également conçu pour éliminer systématiquement les obstacles aux opportunités d'apprentissage, contribuant ainsi de manière significative à l'accès universel aux compétences et connaissances vitales tout en faisant correspondre les compétences à la demande via notre plateforme d'emploi de marque.

- **Compétences pour un emploi et un salaire décent** : On pense qu'avec les connaissances requises, les prestataires de services seront plus performants au travail, ce qui entraînera à son tour une augmentation de la valeur de l'emploi et des salaires. Les secteurs de la prestation de soins et de l'hôtellerie peuvent stratégiquement contribuer à réduire le taux de chômage croissant au Nigéria. Par conséquent, notre objectif est de créer autant d'emplois et d'entreprises décentes que possible dans les secteurs des soins et de l'accueil pour l'énorme population de chômeurs, avec ou sans éducation formelle de base.
- **Options de formation multilingues dans les trois langues principales** : Le Haoussa, le Igbo, le Yoruba en plus de l'Anglais ainsi que les langues des signes pour les malentendants permettent aux apprenants de différents groupes sociolinguistiques du pays d'avoir un accès illimité aux programmes de formation.



● Pertinence

La négligence durable des soins aux personnes âgées par le gouvernement ainsi que la jeune génération dans notre société a provoqué un besoin croissant de revoir la pratique et de proposer une solution. L'établissement d'une relation visible entre les jeunes et les plus âgés constitue l'une des solutions identifiées. La formation des femmes, des hommes et des jeunes adultes sur les soins aux personnes âgées est une entreprise que plusieurs agences gouvernementales, OSC et autres groupes de parties prenantes ont identifié comme une mesure pour combler cet écart. Au cours des trois dernières années, la Fondation Dewdrop a formé plus de 300 jeunes et les a dotés des compétences nécessaires pour prendre soin des personnes âgées dans les communautés urbaines et rurales du sud-est du Nigéria. Ils se sont associés à plusieurs agences et organisations pour s'assurer que cette bonne pratique est réalisée et étendue dans d'autres endroits au Nigeria.

● Efficacité et rentabilité

40 % des bénéficiaires ont acquis des compétences entrepreneuriales et bénéficient d'un soutien technique pour démarrer leur entreprise. Les autres citoyens du pays peuvent être ainsi attirés par le secteur professionnel en tant que carrière digne où la croissance est possible. Notamment en ce qui concerne la prise en charge des personnes âgées et à mobilité réduite.



● Innovations

- Formations et ateliers en direct et émissions de radio publiques gratuites.
- Développement de contenu de formation, par ex. vidéos et évaluations.
- Disponibilité de contenus de formation en anglais et en trois langues nigériennes pour la forte population sans éducation formelle, et en langue des signes pour les malentendants.
- Un programme inclusif qui représente l'intérêt pour les personnes du troisième âge et aux personnes en situation de handicap
- L'esprit d'entreprise qui vise à donner l'impulsion aux apprenants compétents possédant les compétences de démarrage requises pour un métier d'aidant.
- Un portail numérique de l'emploi, où les employeurs potentiels publient des offres d'em-

ploi. Cela permet aux jeunes formés de trouver des emplois décents.

- Plans de paiement flexibles, accès aux contrats de protection sociale tels que les régimes d'assurance maladie font partie de la négociation que nous menons pour le compte de nos candidats.
- Le développement d'une application qui atteindra les 170 millions d'abonnés au téléphone mobile du Nigeria. Avec une pénétration des smartphones qui devrait atteindre environ 60 % d'ici 2025, l'application augmentera sa part de marché en accédant aux segments de la population sans ordinateur personnel.

● **Suivi et évaluation**

DDF effectue un exercice de suivi et d'évaluation semestriel pour :

- examiner les résultats de l'évaluation de référence, les progrès des activités et les stratégies, le cas échéant.
- s'assurer que les activités correspondent strictement aux objectifs et aux attentes du programme (rapport disponible sur demande)
- analyser l'impact post-projet à l'aide d'outils tels que des entretiens, des témoignages oraux et une analyse qualitative et scientifique de la mesure dans laquelle le programme a influencé des changements positifs, combien de bénéficiaires ont tiré parti de l'accès à des emplois sûrs ou sont devenus des entrepreneurs.

● **Durabilité/ Pérennité**

La formation professionnelle de l'Institut Dewdrop et le programme Dewcare sur les services de soins personnels garantiront que les réalisations soient maintenues et étendues grâce à l'utilisation d'une application de formation et de jumelage d'emploi basée sur la technologie qui offre une formation professionnelle en ligne facilement accessible et abordable (avec des stages), des opportunités d'emploi décent et le développement de carrière durable pour des millions de Nigériens en dehors du système scolaire formel. Rendre ainsi le secteur des soins personnels plus attrayant pour les jeunes. Le programme Dewcare a un grand potentiel pour avoir un impact sur la population et pour atteindre plusieurs des objectifs des ODD tels que l'absence de pauvreté, une éducation de qualité, l'égalité des sexes, le travail décent et la croissance économique, ainsi que la bonne santé et le bien-être.

De plus, la formation de formateurs garantira que les représentants sélectionnés à travers le pays reçoivent une formation de premier ordre tout en étant également équipés de compétences pour transférer les connaissances acquises dans leur localité. La formation de formateurs pour plus de 40 personnes et les options de passerelles nécessiteront un coût de mise en œuvre de vingt-deux millions de nairas (22 000 000 N) et comprend les éléments suivants : développement d'une plate-forme d'apprentissage numérique (Dewcare App) pour la culture et les compétences de soins basées sur le genre, développement du matériel de cours, engagement d'interprètes, sessions de formation des formateurs, etc.

• Reproductibilité

La Fondation Dewdrop s'efforce actuellement d'étendre son intervention dans d'autres régions du pays pour une portée plus large tout en offrant aux bénéficiaires plus d'accès et de flexibilité grâce aux soins Dew et aux services de soins personnels (PCS).

De même, notre plan de développement durable est fortement axé sur la reproduction des bonnes pratiques à travers le pays.

• Leçons apprises

La bonne pratique de la Fondation Dewdrop a identifié la relation positive entrelacée entre l'éducation des adultes par la formation professionnelle et des emplois décents disponibles et les impacts de la technologie numérique pour atteindre une population plus large. L'impact des apprentissages sur les travailleurs jusqu'alors peu qualifiés du secteur informel a été étudié par l'équipe de DDF, 2 ans après leur exposition à l'enseignement professionnel. Le résultat a montré que 40 % des stagiaires avaient des chances d'obtenir de meilleures opportunités d'emploi et de meilleurs salaires à la fin de la formation, tandis que de nombreux autres sont devenus des entrepreneurs. Les facteurs de succès sont des programmes de formation flexibles portés par une structure bien motivée et l'accès à des vocations très demandées qui permettent une carrière tout au long de la vie dans l'économie des soins et la technologie numérique.

Cependant, en raison du faible statut social de la plupart des emplois informels et de l'enseignement professionnel au Nigéria, alimenté par la demande constante de diplômes universitaires et la réticence du gouvernement à améliorer le statut de l'enseignement professionnel, de nombreux employés nigériens préfèrent rester inactifs. Cela peut être en partie dû au traitement inéquitable évident des personnes travaillant dans le secteur ou à la suite d'un salaire peu attrayant. Quoi qu'il en soit, DDF espère rendre digne la profession en donnant accès à des formations certifiantes et à une expérience variée qui permettront aux bénéficiaires d'exiger des salaires décents, et par implication de meilleures conditions de travail. Cela nécessitera des efforts acharnés de notre part et des exercices de sensibilisation.

• Contact

Mme Agatha Nnaji
Tél: (+234) 803 305 6465

Lien Internet ou site Web
www.dewdropfoundation.org

CHAINES COOPÉRATIVES SIMPLIFIÉES DES FEMMES ET JEUNES DE LA COMMUNE DE BARANI: PRODUCTION & TRANSFORMATION DU LAIT, DE COMPLÉMENTS ALIMENTAIRES VITAMINÉS POUR LE BÉTAIL, IMPLANTATION DE MOULIN



2016-2019



Pays: Burkina-Faso

Région: Boucle du Mouhoun

Province: Kossi

Commune/département: Barani

Ville/village: Barani, Kona, Berma et Weressé



Fiche signalétique de l'organisation

Nom officiel de l'Organisation: Association d'éleveurs Andal & Pinal (A&P)

Date d'enregistrement : Créée en 1997 à Korsimoro dans la province du Sanmatenga (région du Centre-Nord) au Burkina Faso. Andal & Pinal est reconnue officiellement sous le N°98-

005/MATS/PSNM/HC/1°D du 23 février 1998 ; ensuite sous le N°2012-001543/MATS/SG/DGLPAP/DAOSOC du 20 novembre 2012 et sous le N°N00000108201 du 17 février 2017 et à celui d'une ONG avec son adhésion au Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (SPONG) en 2018.

Siège : Siège à Ouagadougou **Adresse postale:** 01 BP 1985 Ouagadougou 01, **Téléphone :** (00226) 70 29 10 41

Représentations: Centre-Nord (00226 70 23 88 51) ; Centre-Sud et Centre Ouest (00226 70 68 42 40); Centre-Est et Est : (00226 73 33 06 20); Boucle du Mouhoun (00226 70 07 72 29)

Email : andalpinal@fasonet.bf

Site web : www.andal-pinal.org

Envergure : Nationale

● Parties prenantes

- **Opérateur de mise en œuvre:** Andal & Pinal ;
- **PTF:** Direction de Développement et de la Coopération Suisse;
- **Acteurs responsables du suivi qualité:** Services techniques de l'Etat (Education, Formation professionnelle et élevage),
- **Porte d'entrée et actrice porteuse de l'action:** Mairie de Barani
- **Bénéficiaires:** Jeunes et femmes des communautés pastorales transhumantes de la zone transfrontalière Burkina-Mali



● Contexte

La chaîne coopérative simplifiée de Barani est née des idées d'actions formulées dans les centres/cercles REFLECT du programme régional d'éducation/formation des populations pastorales (PREPP) en zones transfrontalières. Ces idées d'actions ont été retenues à l'issue des discussions socioéconomiques organisées dans les centres REFLECT par les facilitateurs avec l'appui des superviseurs. Ces idées ont été priorisées parmi tant d'autres puis élaborées sous forme de microprojets structurants pour leur mise en œuvre. Ces microprojets structurants sont constitués sous forme de coopérative simplifiée d'où l'appellation « Chaîne coopérative simplifiée » au regard de leur nombre et de leur interdépendance.

En effet, le Burkina Faso connaît un taux de chômage très élevé en général et chez les jeunes et femmes des communautés pastorales en particulier. Disons que le mode de vie de cette couche de la population burkinabè ne facilite pas son accès à l'éducation et la formation car le système classique est inadapté pour ces communautés. D'où la nécessité de passer par les alternatives éducatives communautaires pour faciliter leur accès à l'éducation et à la formation professionnelle.

Le travail part d'abord du contexte socioéconomique et professionnel de la zone d'intervention, l'identification des besoins, le choix des alternatives/approches éducatives adaptées, la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation, la plus-value, les risques et hypothèses en lien avec l'intervention...

La situation de départ révèle un nombre élevé d'analphabètes, un nombre important de chômeurs (jeunes et femmes avec un accent prononcé chez les femmes), l'absence d'initiative en lien avec l'entrepreneuriat en milieu pastoral et agropastoral surtout chez les femmes pastorales.

« La chaîne coopérative simplifiée » dont il s'agit ici regroupe les bénéficiaires en coopérative de production selon leur centre d'intérêt et leurs compétences. Il s'agit de la production du lait, de la transformation du lait en ses sous-produits (Gapal, dégué, lait pasteurisé, fromage, beurre...), la production de complément alimentaires (pierre à lécher, bloc multi-nutritionnel), l'installation de moulin...

Ces différentes actions génèrent des ressources qui concourent au bien-être des populations bénéficiaires en général et la femme (actrice principale dans la chaîne) en particulier.

● Approche méthodologique

Les étapes de mise en œuvre ou le processus d'implantation de la chaîne coopérative simplifiée sont les suivantes :

- Mobilisation sociale (organisée de concert avec la mairie et les services techniques concernés)
- Identification du besoin spécifique (sur la base des idées d'action et métiers porteurs)
- Mise en place des COGES
- Elaboration des documents de microprojets, des plans d'affaire et des outils de suivi évaluation
- Mise en place du dispositif de suivi-évaluation
- Formation des acteurs de la chaîne (COGES)
- Implantation des unités de productions
- Démarrage des productions
- Suivi-évaluation
- Capitalisation

● Pertinence

Le constat de départ est que la commune de Barani connaît un fort taux de chômage dû à l'absence d'initiative pour accompagner les jeunes et surtout les femmes vers des métiers porteurs de la zone. A travers l'approche RE-FLECT utilisée pour les enseignements/apprentissages dans les cercles, Andal & Pinal et ses partenaires ont pu orienter les réflexions vers la mise en place d'une chaîne coopérative simplifiée des métiers interdépendants en lien avec l'élevage mettant en connexion les différents villages/sites d'intervention.

En outre, la chaîne coopérative simplifiée initiée par Andal & Pinal et ses partenaires est pertinente dans la mesure où toutes les actions entreprises sont issues des discussions socioéconomiques organisées dans les villages et sites à travers la MARP. Ces idées d'actions ont été priorisées parmi tant d'autres avec des outils indiqués sur la base de leur pertinence, de leur faisabilité socioéconomique et environnementale et de l'urgence.

Par ailleurs, il faut dire que la commune de Barani attire un grand nombre d'éleveurs venant des communes de Bomborokuy, de Kombori, de Djibasso (Burkina Faso) et du Mali (Ouenkoro, Koro et Bankass) à cause surtout de l'existence d'une zone pastorale et du fleuve Sourou. Cela facilite l'acquisition du lait pour l'unité de transformation et l'écoulement des compléments alimentaires produits par la chaîne coopérative.

Aussi, grâce à sa situation géographique, le marché de Barani (chaque Mardi) connaît une importante fréquentation des communautés venues d'horizon divers. Ce marché est aussi une aubaine pour l'écoulement des produits issus de la chaîne (transformation du lait, fabrication de compléments alimentaires...).

● Efficacité et rentabilité

Les effets directs de l'action sont perceptibles au sein des communautés bénéficiaires.

- D'abord à travers l'établissement collectif des documents d'identité (150 extraits de naissance et 95 Cartes Nationales d'Identité Burkinabé) au profit des bénéficiaires,
- Ensuite, la valorisation du lait à travers l'intégration de ses sous-produits dans l'alimentation des populations notamment le fromage, le dégué, le Gapal, le lait pasteurisé... Ce qui améliore les conditions financières des productrices à travers la hausse du coût du litre et l'existence des compétences endogènes pour la production des compléments alimentaires à coût étudié

La mise en place de la chaîne coopérative simplifiée de Barani a suscité l'engouement des jeunes à s'investir dans les métiers agrosylvopastoraux. A cet effet, plusieurs demandes d'appui à l'ouverture des centres ont été soumises à Andal & Pinal, seule opérateur en alphabétisation/formation dans la zone. Il faut dire que la chaîne coopérative est conçue de telle sorte que la grande partie des productions (lait et aliments bétail) se font au niveau village et la transformation (lait) se fait au niveau de Barani centre qui dispose d'équipements adéquats. Les produits et sous-produits issus de la transformation sont revendus à tous les niveaux par les membres de la chaîne. Ce dispositif permet aux membres d'être plus efficace et de réduire les coûts de production-vente. Les moulins (au nombre de 2) quant à eux ont été implantés selon le besoin. Un comité de gestion (dans la chaîne coopérative) s'occupe de leur gestion administrative et financière.

Les ressources sont sécurisées dans un compte (institution de microfinance) de la place et les suivi-contrôles s'effectuent périodiquement.

● Innovations

L'innovation première c'est d'abord la prise en compte de la femme pastorale dans l'entrepreneuriat à travers la valorisation du lait sa principale source de revenus. La mise en place de la chaîne coopérative simplifiée rend la femme pastorale plus autonome et plus active. Nous assistons aussi à la modernisation de la filière lait et de ses sous-produits, les rendant plus attractifs et compétitifs sur le marché local.

L'introduction de la production des compléments alimentaires améliore la ration alimentaire du cheptel et facilite le développement de l'embouche ovine/bovine dans la zone.

portent des appuis/conseils aux COGES et contribuent à la mobilisation de la communauté autour de la chaîne coopérative simplifiée ;

- Les services techniques de l'élevage assurent le suivi qualité et donnent des orientations techniques ;
- La mairie porte les actions de la chaîne coopérative et accompagne techniquement et matériellement ;
- Les acteurs de Andal & Pinal effectuent des suivis et évaluation périodique afin de recenser les effets, les difficultés et de formuler les recommandations palliatives....

● Suivi et évaluation

Le dispositif de suivi évaluation se décline comme suit :

- La mise en place de COGES formés sur leurs rôles et responsabilités ainsi que la gestion administrative et financière d'une coopérative. Ces COGES disposent des outils de suivi, de rapportage et de gestion qui sont renseignés périodiquement ;
- Les leaders communautaires, identifiés comme personnes de ressources ap-

La principale difficulté rencontrée est d'ordre sécuritaire avec les conflits communautaires et les attaques des groupes d'opposition armés qui ne facilitent l'accès à certains villages et ont limité l'affluence des populations pour le marché de Barani.

La recommandation faite est de recentrer les productions/transformations dans les zones accessibles et de produire proportionnellement en fonction du besoin et de l'animation du grand marché de Barani pour éviter les dégâts en lien avec la surproduction.



Bloc Multi nutritionnel

Pierre à lécher

● Durabilité

Pour la pérennisation des acquis, un dispositif de suivi-évaluation est mis en place. Dans le dispositif la mairie est la porte d'entrée et doit donc porter les actions de la chaîne coopérative simplifiée. Les COGES avec l'appui des leaders communautaires veilleront à l'adhésion des bénéficiaires et à la bonne conduite des activités à tous les niveaux de production/transformation. Les services technique apporteront des appuis techniques adéquats. Andal & Pinal s'assurera du bon fonctionnement de la chaîne coopérative à travers des suivis et évaluations périodiques et ponctuels

● Reproductibilité

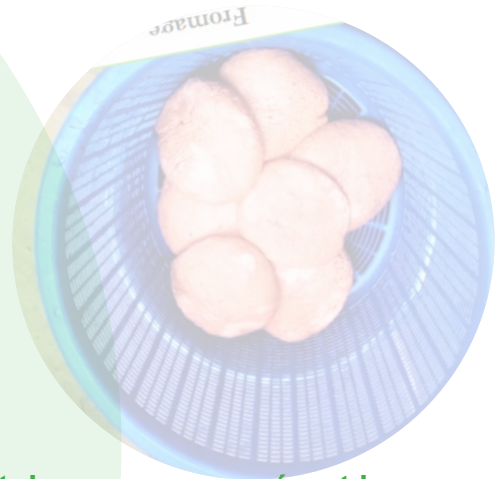
Au regard du dispositif, cette expérience est facilement reproductible avec des possibilités d'intégration d'autre chaîne de production/transformation. Par exemple dans les zones d'accueil des personnes déplacées internes (PDI), en plus de la production/transformation du lait, nous pouvons introduire la saponification, le tissage, la production du pain local... En fait, nous pouvons constituer des chainons de coopérative simplifiée que nous allons mettre en réseau de production avec des documents officiels afin de faciliter leur mise en relation avec les institutions de microfinances.

● Leçons apprises

Il se révèle à travers cette expérience que :

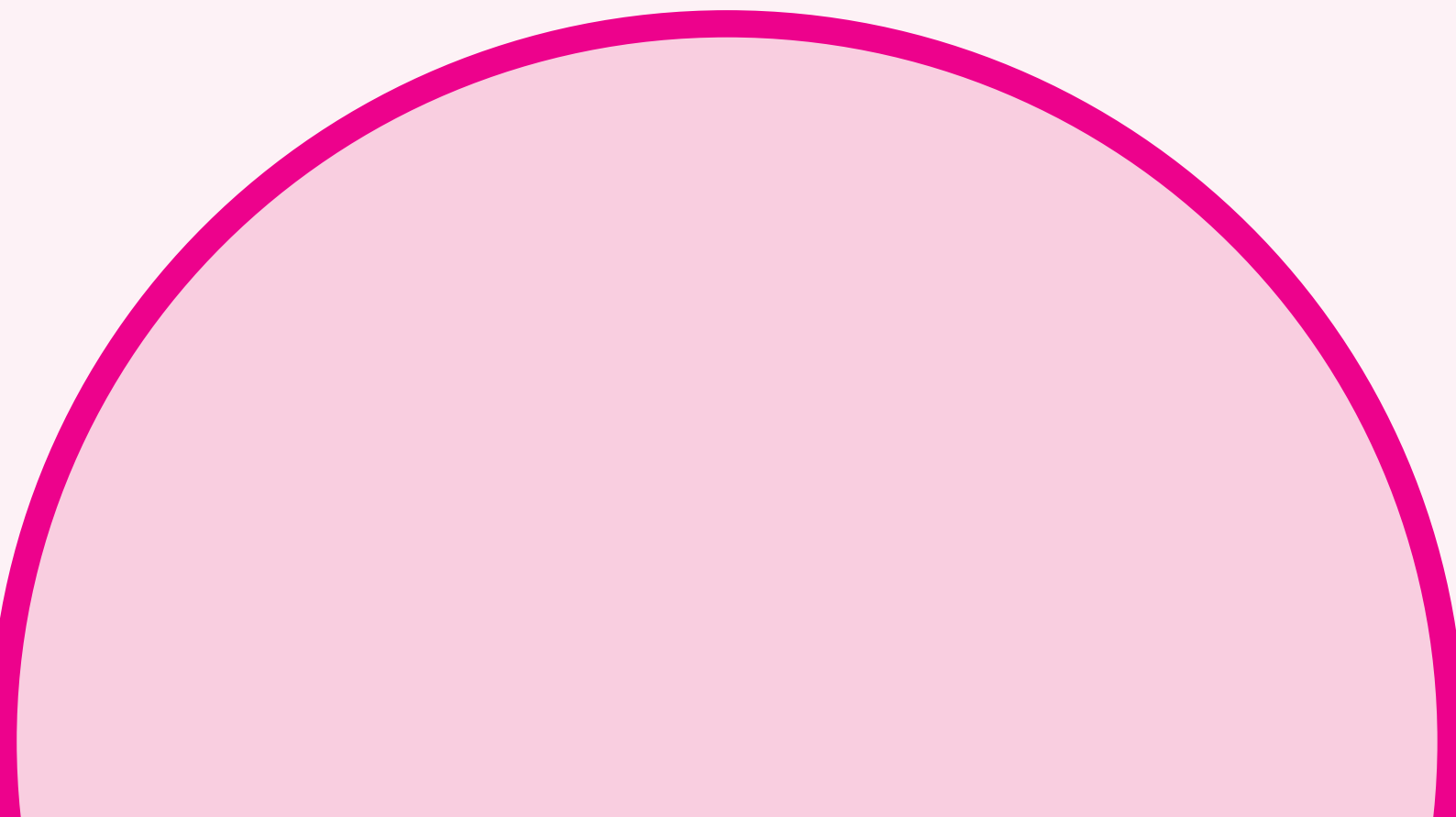
- l'implication des services techniques améliore la qualité des produits et limite les pertes ;
- l'adhésion des communautés bénéficiaires allège les coûts de fonctionnement à travers leurs immenses contributions ;
- l'implication de la mairie facilite le portage institutionnel des actions des coopératives mais aussi améliore leur visibilité....

Ce qu'il faut retenir c'est que la mise en place des chaînes coopératives simplifiées concourent efficacement au développement économique de la zone en général et l'autonomisation économique et financière des jeunes et femmes acteurs/trices direct-e-s dans les différentes chaînes. Ce dispositif favorise un brassage socio professionnel. Sa diffusion va également contribuer à la cohésion sociale (l'une des priorités actuelles du Gouvernement Burkinabè) dans les zones à forts défis sécuritaires et à forts conflits intercommunautaires



Contact des personnes gérant le processus

- BANDE Abdramane : (00226) 70 07 72 29
- SIDIBE Belko : (00226) 77 36 24 17
- BOLY Kajata : (00226) 76 59 69 08



CONTRIBUTION À L'AUTONOMISATION DES FEMMES DE LA COMMUNE DE OUALLAM



2021.



- **Pays:** Niger
- **Région :** Tillabéry
- **Communes :** Oualam et Simiri (20 villages bénéficiaires)

Fiche signalétique de l'organisation

Nom officiel de l'Organisation: Renforcement des Capacités des Communautés

Date d'enregistrement : Créée en février 2003 et enregistré officiellement sous le Numéro d'enregistrement 324/ MID/DGAPJ/DLPDAF en date du 22 septembre 2003

Adresse physique : Niamey-Niger

Adresse postale: BP: 11140

Téléphone :

Email : ongrecac@yahoo.fr

Site web : (+227) 96 89 27 38 / 90221515

Nombre de personnel: 12

Envergure : Locale



● Contexte

Sur les 63% de la population nigérienne qui vit en-dessous du seuil d'extrême pauvreté, les deux tiers (2/3) sont des filles et des femmes. C'est pourquoi et conformément aux engagements internationaux auxquels il a souscrit, le Niger a réaffirmé sa détermination à œuvrer

pour « la réduction des inégalités entre les populations nigériennes, quel que soit leur lieu de résidence et la promotion d'une société régie par l'égalité et l'équité entre les genres dans tous les domaines et à tous les niveaux, serviront de socles pour la stratégie » (SDARP).

D'autre part, des efforts importants ont été consentis par l'Etat pour :

- l'augmentation du budget du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant de 40% entre 2005 et 2008,
- le taux de scolarisation de la jeune fille qui est passé de 33,3% en 2002 à 47,4% en 2007 (Annuaire des Statistiques Scolaires MEN),
- la proportion des filles scolarisées qui est passée de 29,6% en 2001 à 41,5% en 2007 (Annuaire des Statistiques Scolaires MEN),

Cependant, malgré ces résultats encourageants, des défis importants restent encore à relever. On peut noter à cet égard l'amélioration de la représentativité des femmes dans les instances de décision à tous les niveaux, le renforcement de leur pouvoir économique, le renforcement des capacités institutionnelles des structures gouvernementales et non gouvernementales chargées de la promotion de la femme, etc.

L'ONG RECAC a fait ses preuves en matière de gestion du système éducatif et a eu le privilège de conduire plusieurs actions en matière de mobilisation et de renforcement des capacités des communautés. Elle dispose ainsi d'un capital d'expérience et d'expertise avérée qui lui permettent de s'engager, une fois de plus, à apporter de manière significative sa contribution à l'amélioration des conditions de vie des femmes à travers ce projet d'alphabétisation intégrative. Cette initiative qui est une contribution à la responsabilisation, à l'autonomisation et au renforcement des capacités des femmes à travers une alphabétisation intégrative tire son origine des besoins localement exprimés.

Les activités importantes retenues pour être menées sont: l'alphabétisation des bénéficiaires (femmes et hommes), la mise en place d'activités génératrices de revenus (AGR), l'animation sensibilisation sur le genre, la structuration et la formation sur la vie associative et la gestion des membres des groupements féminins

● Parties prenantes

• **Bénéficiaires directs :**

- L'initiative de responsabilisation et renforcement des capacités des femmes à travers une alphabétisation intégrative a touché 600 personnes de manière directe dont 480 femmes soit 80% des bénéficiaires.
- 20 centres d'apprentissage en alphabétisation (à raison de 30 apprenant-es en moyenne par centre ont été créés.). Les femmes constituent les groupes privilégiés de ce projet. Puisqu'elles représentent les groupes les plus vulnérables de la population nigérienne et particulièrement de la localité concernée.
- **PTF : Coopération Italienne**
- **Services techniques de l'Etat** (inspection de l'alphabétisation...) pour le suivi périodique des activités
- **Les autorités locales** (mairies)



● Méthodologie/Etapes de mise en oeuvre

Le processus de mise en oeuvre de la bonne pratique a connu plusieurs étapes dont le contenu détaillé est présenté ainsi qu'il suit:

- dès l'acceptation de la requête de financement, des séances de travail ont eu lieu avec le bailleur (coopération italienne) pour certaines corrections et orientations.
- après que les formalités administratives aient été remplies, l'ONG a procédé une fois encore à des rencontres avec les bénéficiaires, pour les informer et dégager avec eux la modalité pratique de conduite des activités et les rôles et responsabilités de chaque acteur... ces rencontres sont réalisées au niveau communautaire en AG et en focus groupe ; au niveau départemental, les services techniques sont concertés et les maires informées.
- des outils/supports de travail ont été confectionnés et adoptés (équipement des centres, livrets de lecture, guide d'animation, fiche de suivi, cahier pédagogique...)
- des agents qualifiés ont été responsabilisés sur le projet (animatrice genre, superviseurs pédagogiques, chef de mission...)
- des moyens matériels ont été mobilisés (motos, véhicule, ordinateurs ...),
- des animateurs alphabétiseurs ont été recrutés et formés
- les centres d'alphabétisation sont équipés et les cours ont démarré,
- des structures internes ont été mises en place pour le suivi rapproché des activités (CVA),
- des bibliothèques villageoises sont installées
- et les gestionnaires formés,
- des séances d'animation réalisées en vue du choix et la mise en place des fonds pour AGR,
- des formations sur la vie associative et la gestion, réalisées au profit des gestionnaires et les comités des groupements féminins,
- des suivis pédagogiques et administratifs réalisés une fois par mois et par centre,
- des séances d'animations sensibilisation sur le genre réalisées au niveau des villages à travers des thèmes choisis par les bénéficiaires (en AG et en focus groupe avec des outils appropriés),
- des suivis d'accompagnement réalisés par les autres partenaires du programme (la Coopération Italienne, les services techniques, les mairies) pour dynamiser les activités et apporter les orientations nécessaires,
- des réunions de coordination organisées regroupant les autres acteurs financés par le "Programme Suite de Bamako" aux fins de créer les meilleures conditions de réussite du programme,
- des actions d'auto-évaluation organisées en vue de donner la possibilité aux bénéficiaires de donner leur point de vue sur leur projet (les points faibles et les forces, les pistes de pérennisation...),
- un atelier bilan organisé regroupant l'ensemble des acteurs et représentants des femmes bénéficiaires pour un souci de capitalisation et de pérennisation.

● Pertinence

Lorsque cette initiative a démarré les activités, rares étaient les villages où les femmes s'expriment de manière ouverte en public. A l'issue de ce projet, partout dans les villages on constate une certaine aisance de ces femmes à discuter avec les hommes sur leur conditions de vie en AG.

Les femmes ont pris conscience de leur place et les tâches qui pèsent sur elles et elles n'hésitent pas à demander aux hommes de les aider dans la répartition des tâches. Des femmes réclament un peu partout qu'elles soient impliquées dans la question du mariage de leurs enfants filles et qu'elles soient également consultées pour la scolarisation des filles.

Disposant des ressources supplémentaires qu'elles gèrent elles-mêmes à travers les AGR, ces femmes se sentent plus fortes et ont plus confiance en elles. Elles savent lire et écrire ce qui contribue à leur liberté ...

Voici quelques points de vue des femmes, recueillis lors de l'auto-évaluation :

- *"Avant, c'est seulement les hommes qui bénéficient de ce genre de programme, aujourd'hui nous avons eu les mêmes chances que les hommes c'est une bonne chose"* (recueilli en focus group des femmes au village de Talkadabey lors l'auto-évaluation),
- *"Depuis que nous avons commencé les réunions avec les hommes, un climat de respect mutuel est né entre nous et nos maris, chacun connaît son rôle et ses devoirs"* (recueilli en AG à Fonny Ganda lors de l'auto-évaluation),
- *"Nous avons compris que beaucoup de maladies sont liées à l'insalubrité et depuis*

nous faisons très attention, nous balayons quotidiennement nos maisons, nos cours et nous lavons nos ustensiles" (recueilli en focus des femmes au village de Kosil Kourarey lors de l'auto-évaluation).

Témoignage d'une femme bénéficiaire du village de Kano Kouara

Grâce aux réunions, j'ai eu beaucoup de changement dans ma famille. Avant, mon mari et moi nous ne nous donnons pas de temps pour discuter réellement sur la vie de notre famille. Le matin il se lève et va à ses préoccupations et moi de même. On a toujours pensé que c'est normal que moi en tant que femme je puise de l'eau, ramasse du bois, fasse tout le ménage. Nous considérons dans le village une honte pour l'homme de garder l'enfant à sa femme publiquement et ou de porter du bois sur sa tête pour sa femme. Les gens disent généralement que la femme à ensorcelé son mari dans des cas comme ça.

A l'issue d'une AG avec Mariama et en présence de nos maris, nous avons beaucoup parlé sur les activités qu'une femme ou qu'un homme est sensé faire. Après une longue discussion, nous avons tous compris qu'il n'y a pas en réalité d'activités qui soient spécifiquement pour les femmes mais que chacun peut les faire. Nos maris ont pris l'engagement le jour-là de nous aider dans les tâches. Certains ont encore honte, par contre mon mari, depuis le jour-là, il m'aide à puiser de l'eau, il m'amène du bois quand il revient du champ, il me garde notre enfant quand je suis en train de piler ou que je suis occupée à d'autres choses. Ses cousins rient de lui souvent et lui disent que je lui fait perdre la tête mais il ne se gêne jamais et je vous assure que je suis très contente et soulagé dans la multitude des travaux. Aujourd'hui si je suis au puits je sais qu'avant d'aller à la maison, monsieur va m'amener le bois et s'occuper des enfants...

● Suivi et évaluation

Conformément aux caractéristiques du projet le système de suivi évaluation s'est basé sur :

◇ Une évaluation en début de processus

- Diagnostic et étude du milieu pour mieux appréhender les problématiques du milieu et recueillir les attentes et préoccupations des cibles
- Evaluation des acquis des apprenants en alphabétisation pour disposer de données de base afin de mieux proposer les indicateurs pertinents pour apprécier la qualité des prestations (connaissances instrumentales en lecture, écriture et calcul que les autres compétences de vie courantes).

◇ L'évaluation à mi-parcours

- Elle avait donné l'opportunité à l'ONG RECAC et les autres partenaires de mesurer le niveau d'avancement des activités du projet et des acquisitions des apprenants des centres d'alphabétisation, de déceler les éventuelles lacunes et difficultés qui ont nécessité de réactions correctives.

◇ Le suivi continu des activités du projet

- Suivi régulier des agents terrain de l'ONG de toutes les activités du projet,
- Suivi périodique des services techniques de l'Etat (inspection de l'alphabétisation...)
- Suivi périodique de la coordination de l'ONG RECAC
- Suivi périodique du partenaire financier (Coopération Italienne).

◇ L'évaluation finale du projet

- Confrontation des prévisions aux résultats obtenus sur la base des indicateurs objectifs et vérifiables ;
- Confection et mise à disposition d'outils appropriés en collaboration avec les services techniques concernés (IDENF, développement communautaire (batteries de test pour les enseignements apprentissages, des questionnaires pour mesurer le changement de comportement positif opéré par le projet au sein de la communauté bénéficiaire

◇ Evaluation externe

- Pour veiller à la qualité et à la pertinence du projet, l'IDENF est appelée à conduire une évaluation externe pour certifier et valider les résultats de la campagne
- Ces évaluations ont concerné aussi bien les connaissances instrumentales que les autres acquis de vies courantes engendrées par le processus éducatif et les activités génératrices de revenus

● Durabilité

Le dispositif pour la pérennisation des acquis était basé globalement sur :

- la structuration et l'appui accompagnement à la création de structures locales communautaires (groupements féminins, CVE),
- l'initiation et le développement d'AGR pour renforcer l'autonomisation des femmes,
- le transfert de compétences par les formations spécifiques en vie associative et en planification pour favoriser le réinvestissement des acquis,
- la création d'un environnement lettré (Bibliothèques villageoises, production et traduction en langue : constitution par exemple,...)
- l'implication des mairies qui pourront poursuivre les actions conformément à leurs plans communaux de développement.

● Reproductibilité

Possibilité de reproduire la bonne pratique dans des situations ou contextes différents, à différentes échelles. L'initiative a été fortement documentée pour être reproduite partout où le besoin s'exprime. L'intégration du genre à l'alphabétisation est une thématique qui mérite d'être reproduite.

● Leçons apprises

Quelques facteurs de réussite du projet :

- la démarche d'animation en genre (en AG et en focus groupe) avec l'utilisation d'outils appropriés constitue également un exemple pour des programmes similaires,
- la démarche d'auto-évaluation qui prend en compte l'avis des bénéficiaires ainsi que des outils utilisés (guide d'auto-évaluation) peut

aussi servir valablement dans ce genre de projet partout ailleurs.

Les limites et faiblesses du projet.

La faible implication de certains acteurs locaux notamment le service de développement communautaire sur toute la ligne du projet. Leur implication effective devrait contribuer à la création des conditions de valorisation des acquis et de leur pérennisation.

Autres leçons apprises de cette expérience.

- La démarche d'intégration du genre dans les activités d'alphabétisation et autres actions de développement,
- La responsabilisation des femmes dans les comités de gestion des AGR et des CVA,
- Le renforcement des capacités des femmes pour une bonne gestion des structures internes,
- Les outils d'auto-évaluation et de capitalisation qui facilitent la participation active des bénéficiaires à l'appréciation des acquis et de la conduite de leur propre projet,
- La mobilisation de l'équipe multidisciplinaire sur un programme de ce genre,
- Un accent particulier mis sur l'implication de tous les acteurs susceptibles d'apporter un plus à la réussite du projet et la pérennisation des acquis

● Contacts

Braham Moumouni, Président de l'ONG
RECAC,

Tél : (+227) 96892738.

Email : braham_moumouni@yahoo.fr
Amadou Moussa Koura chef du Projet

Tél : (+227) 91650654.

Email : amoussakoura@yahoo.com

ATTÉNUATION DES EFFETS DE LA DÉFORESTATION DANS LES VILLAGES BÉNÉFICIAIRES DU PROJET "UN MONDE SANS FAIM"



2021.

**Pays :** Mali**Région:** Koulikoro :**Commune/Cercle/Village :**

1. Commune rurale de Dio Gare, Cercle de Kati, Village de Sotoly
2. Commune rurale de Kambila, Cercle de Kati, village de N'gorogodji
3. Commune rurale de Nonssombougou, Cercle de Kolokanni, Village de Nonssombougou
4. Commune rurale de Koula, Cercle de Koulikoro, Village de Diéni
5. Commune rurale de Kaniogo, Cercle de Kangaba, Village de Balanzan



Fiche signalétique de l'organisation

Nom officiel de l'Organisation: Association Malienne pour le Développement Durable (AMDD)

Date d'enregistrement : 27 / 07/ 2007

Adresse physique : Siège National : Baco-djicoroni ACI, Siège social Kati Malibougou, Porte : 223 ; Rue 620

Adresse postale: BP : 3044 Bamako République du Mali

Téléphone : : Fixe (+223) 20280547

Mobile : (+223)66972240 / 66553105

Email : amddkati@hotmail.com

Site web : www.amddmali.org

Nombre de personnel: 30 (10 Cadres supérieurs, 5 femmes et 5 hommes; 20 agents de terrains sur les différents projets de développement)

Envergure :

- **Locale :** Présente dans 45 communes rurales des cercles de Kati, Koulikoro et Kangaba et dans les régions de : Segou, Kayes, GAO SIKASSO et dans le District de Bamako.
- **Internationale:** travaille en collaboration avec des partenaires allemands comme HdH



● Contexte

Nous sommes dans un contexte de déforestation des couverts végétaux dans cinq (5) villages bénéficiaires du projet CIV (Centre d'Innovations vertes). La dégradation des ressources naturelles est ressentie dans tous ces villages. Les effets de ces disparitions des forêts se sont repercutés sur les activités agricoles dans ces zones. Les pluies ne tombent plus comme avant. La culture des céréales comme le maïs, le mil, le sorgho et le niébé est sérieusement réduite. La production agricole a commencé par diminuer considérablement. Les impacts deviennent très visibles dans ces milieux. Les cultures n'arrivent plus à terme de leurs croissances végétatives. Au stade de maturation, souvent pour les céréales semés en retard, beaucoup de champs dans ces zones sont détruits et perdus. Les communautés vivant dans ces villages n'avaient pas compris que leurs actions anthropiques sur leur environnement depuis des années étaient l'une des causes principales de cette situation. Autrefois, par exemple, pour un champ de culture d'un hectare de maïs, les producteurs pouvaient trouver 3 à 4 tonnes par ha. Mais de nos jours à peine les producteurs trouvent 1 à 2 tonnes par ha. Il fallait changer de mentalités, de façon de faire, de pratique agricole pour remonter la production agricole.

Après analyse de la situation dans une approche

participative par les communautés au cours des réalisations des diagnostics villageois en assemblées générales sur les difficultés rencontrées par les communautés, les villageois ont identifié comme l'une des grandes difficultés la déforestation de leurs couverts végétaux.

C'est à travers cette problématique qu'une fiche technique d'animation selon la méthodologie RELECT a été conçue pour sortir l'idée d'action sur les actions d'atténuation de la déforestation dans ces cinq (5) villages bénéficiaires du projet "Un Monde sans faim" financé par DVV International.

La pratique a donc consisté à apprendre aux apprenants des centres d'éducation de base utilisant l'approche REFLECT à développer leurs idées d'action sur la thématique de la déforestation. Comme actions identifiées, il y a :

- la sensibilisation des autres membres de la communauté sur les causes de la déforestation et les impacts sur la production agricole qui diminue de jour en jour dans le milieu;
- la formation des membres sur la confection des foyers améliorés,
- la vulgarisation de la confection des foyers améliorés dans tous les ménages du village, et
- l'utilisation d'un seul bois pour les cuissons.

● Parties prenantes/acteurs - actrices

Les apprenants et apprenantes des cercles "REFLECT" des villages bénéficiaires (Balanza, Dieni, Nonsombougou, N'gorogodji et Sotoly)



● Pertinence

La dégradation avancée du couvert végétal constitue un risque majeur pour la sécurité alimentaire et la survie des villages concernés. La disparition des arbres et la forêt dans le village, les pluies qui ne tombent plus comme avant dans les villages, la sécheresse qui apparaît sont autant de menaces pour les villageois. Le changement de comportement à l'égard de l'environnement devient la solution pour la durabilité et la relance de la production agricole. Par ailleurs, la recherche d'alternatives au besoin d'énergie domestique, notamment pour la cuisson, fonde la promotion de l'utilisation des foyers améliorés pour diminuer la pression de la recherche des bois de feu dans les forêts et les jachères arborées des villages bénéficiaires.

● Innovation

- Utilisation d'une seule franche de bois pour la préparation de la cuisson;
- Diminution de la pression anthropique sur les ressources naturelles des villages bénéficiaires du projet;
- Diminution de la pénibilité des femmes dans la recherche des bois du feu par les femmes.

● Efficacité et rentabilité

- Formation des apprenants et apprenantes sur la confection des foyers améliorés à partir des terres de barres;
- Utilisation d'un seul bois de feu pour la préparation des cuissons;
- Diminution de la pression des femmes sur les ressources naturelles (forêts et jachères arborées) des villages par les femmes;
- Temps de cuissons très rapide avec la préparation sur les foyers améliorés;
- Allègement des difficultés et de la pénibilité liées à la recherche du bois au niveau des femmes

● Suivi/évaluation

Les activités de suivis/évaluation sont réalisées par:

- les membres du Comité de Gestion (COGEST), installés dans les cercles REFLECT
- les apprenants pour la gestion durable des acquis des idées d'actions et plan d'action identifiées et mises en œuvre dans les cercles et les villages;
- les facilitateurs et facilitatrices des cercles identifiés dans les villages,
- le superviseur du projet qui coordonne les activités dans les villages et enfin,
- l'équipe exécutive de l'ONG qui organise des descentes périodiques pour donner des appui-conseils aux apprenantes et apprenants dans les villages

A l'arrêt du projet, les COGEST et les facilitateurs sont présents dans les villages pour les suivis continus des idées d'actions et innovations.



● Durabilité

L'action est durable à cause des dispositions prises comme l'identification des facilitateurs / facilitatrices, dans les villages, l'existence des COGEST (COMités de GESTion).

De manière plus spécifique, cette expérience est durable en ce sens qu'elle permet de préserver l'environnement.

● Reproductibilité

Très simple parce que les apprenants et apprenantes des cercles REFLECT ont compris que le temps mis par jour pour chercher les bois de feu est plus que le temps mis pour utiliser les foyers améliorés.

Dans un contexte de dégradation des ressources naturelles (forêts) dans une localité, où les communautés qui y vivent sont conscientes des effets de la destruction des forêts sur leur quotidien et surtout sur la production agricole, les habitants s'obligent à se réunir pour trouver des solutions endogènes. L'une des solutions est d'abord la prise de conscience des actions humaines sur l'environnement et la diminution des pressions sur les ressources. Il faut trouver des solutions pour réduire la déforestation et trouver des sources alternative d'énergie comme les foyers améliorés.

Pour confectionner le foyer amélioré, il faut chercher des terres de barre, du sable, de la terre rouge mélangée à des débris de paille et d'animaux. Le tout est malaxé et laissé pendant une à deux semaines. Ensuite, on prépare des boules avec cette pâte bien pétrie pour construire le foyer. Au cours de cette construction, il faut poser une marmite sur le foyer pour s'assurer que la marmite est posée et qu'il n'y aura pas de fuite d'énergie. C'est la concentration de la chaleur qui assure la cuisson très rapide dans le foyer. Cette technologie peut être reprise ailleurs dans les contextes d'économie d'énergie ou de lutte contre la désertification.

● Leçons apprises

Si les communautés villageoises touchent du doigt les réalités de leurs milieux et comprennent que ces réalités sont dues à leurs actions anthropiques, elles prennent conscience et changent de comportement. Leurs existences étant menacées par leurs actions de destructions de l'environnement, le message passe très vite et tout le monde s'adapte à cause des effets induits par l'action sur le climat.

L'animation sur la thématique a conduit les communautés de ces villages à mieux comprendre les causes de la dégradation de leurs ressources naturelles et les effets entraînés par cette dégradation. Ils ont compris que la baisse de la production continue était liée à cette situation. Ayant compris très tôt les causes et les conséquences liées à cette situation, les solutions retenues ont été adoptées par tous.

● Contacts

- Moussa SOW, Superviseur de l'ONG AMDD sur le projet CIV **Tel:** (+223) 60611546
- Soumaïla DIARRA, Facilitateur de Dieni, **Tél.** (+223) 75339608,
- Awa BAH, Facilitatrice de Sotoly, **Tel:** (+223) 72696079
- Naman TRAORE, Facilitatrice de Balanza, **Tel:** (+223) 74107877
- Didy Kané facilitateur de N'gorogodji, **Tel:** (+223) 72010321
- Fatoumata DIARRA, Facilitatrice Nonsombougou, **Tel:** (+223) 74626294

APPUI AUX ENFANTS DÉPLACÉS PAR SUITE DU CONFLIT INTERCOMMUNAUTAIRE DANS LA REGION DE MOPTI



Novembre 2020



Pays: Mali

District/Commune: Bamako/ Commune VI (Site des déplacés de Faladié Garbal).



Fiche signalétique de l'organisation

Nom officiel de l'Organisation: ADAC (Association pour le Développement et l'Appui aux Communautés) avec l'appui technique et financier de Terre des Hommes Suisse Genève et Terre des Hommes Allemagne

Date d'enregistrement : Créée le 12 janvier 1989., ADAC a signé l'Accord cadre N°0348/000181 avec le gouvernement de la République du Mali.

Adresse physique : Rue: 433 Porte: 802 Kalaban-Coura Sud Extension - Bamako/Mali

Adresse postale: BP : 2783 - Bamako Mali

Téléphone : (00223) 20 28 05 21 -

Fax : (00223) 20 28 05 21

Email : adac@afribone.net.ml

Site web : www.ongadac.org

Nombre de personnel: 22

Envergure : Locale

● Contexte

Du fait de sa position excentrée et de sa grande disponibilité en espace, la Commune VI du District de Bamako est un centre d'accueil pour les populations de la rive gauche. Il abrite l'un des plus grands parcs à bétail de Bamako, il s'agit de « Faladié Garbal ». C'est là que les animaux (bovins, ovins et caprins) venus de la région de Mopti sont déversés. C'est là également que les populations venues du centre du Mali élisent domicile.

Ainsi, suite à la crise multidimensionnelle de 2012, les déplacés se sont logés auprès de proches installés depuis un certain temps. Elles ont fui avec les enfants (scolaires, non scolaires et en âge scolaire). Ces enfants déboussolés, errants çà et là devraient être encadrés. Issus de ménages déplacés vulnérables, ils avaient besoin d'appui pour lutter contre leur divagation. L'expérience de ADAC s'inscrit dans la thématique d'éducation en période d'urgence et de renforcement de la résilience face aux problèmes de sécurité.

En effet, la situation sécuritaire au Mali a atteint un niveau critique, avec une présence limitée des institutions de l'État dans les Régions du Nord et du Centre et une partie de la Région de Ségou, des violences sur fond des tensions communautaires et des attaques terroristes de plus en plus meurtrières contre les forces de sécurité, ainsi que des civils.

En 2012, les mouvements djihadistes qui ont envahi le nord du Mali se sont propagés dans les régions du centre. Et à l'instabilité de cette partie du pays s'ajoute une circulation des armes qui échappe au contrôle des autorités maliennes. Les Dogons, victimes des attaques djihadistes, accusent les Peuls de soutenir les groupes islamistes. Les Peuls, eux, soutiennent que les groupes d'auto-défense dogons bénéficient du soutien du gouvernement.

Entre août 2017 et septembre 2019, il y a eu 101

incidents de sécurité entraînant 94 morts, ainsi que sept enlèvements et 21 vols de voiture. Les violences sexuelles sont également élevées, avec 956 cas signalés entre janvier 2019 et octobre 2019, impliquant selon l'ONU des membres de groupes armés à 43% des cas. Le chef de file de l'opposition malienne Mr Soumaïla Cissé a même été enlevé par les Djihadistes en pleine campagne électorale. Sans compter les Préfets, Sous-préfets et agents de Services Techniques qui se trouvent aux mains des djihadistes.

Ces violences ont culminé le 23 mars 2019 avec la tuerie du Village d'Ogossagou (près de la frontière avec le Burkina Faso) de 160 villageois peuls par des membres présumés de groupes de chasseurs dogons. Suite aux violences intercommunautaires entre Peulhs et Dogons de la région de Mopti, par peur d'être tués, beaucoup de femmes, d'enfants et même des hommes ont fui pour se retrouver à Mopti ville ou ailleurs comme Bamako.

Le District de Bamako a été ainsi envahi par les déplacés provenant du Centre du Mali. Tout en cherchant à se sauver, ils sont arrivés dans la zone d'accueil dépourvus de tous leurs biens (matériels de premières nécessités, céréales, moyens de production et autres biens tels les pièces d'Etat civil). A leur arrivée en Décembre 2018, ils ont été répartis par sites par les autorités, parmi lesquels nous avons les Sites de Niamana Garbale, Faladié Garbale, Senou et le Centre Mabilé. Leur situation précaire s'est empiécée avec la crise sanitaire liée à la COVID 19.

Aussi, soucieuse des conditions de vie précaire de toutes les Personnes Déplacées Internes (PDI) du Mali, ADAC a trouvé salutaire d'appuyer les enfants déplacés des Sites de Faladié Garbale et Sénou qui vont à la Medersa/école.

L'idée d'appuyer les ménages déplacés vulnérables en général et les enfants en particulier a pris corps avec l'incendie du site des déplacés de Faladié Garbal en Avril 2020. Cet incendie gigantesque, parti des tas d'ordures qui jonchent le site, a tout brûlé sur son passage, laissant un spectacle de désolation. Des huttes d'habitation, des vivres, des bétails, des moyens de déplacement, etc.: tout était dévasté. Il y a même eu mort d'homme. La medersa qui était le lieu où beaucoup d'enfants se retrouvait pour s'instruire, mais également se divertir, est devenu un souvenir lointain.

Alors, ADAC en sa qualité de structure de protection et de sauvegarde de l'enfance en détresse, ne pouvait rester en retrait. Elle a alors mobilisé les moyens pour venir en aide aux enfants à travers la Medersa.

L'appui apporté aux enfants à travers la Medersa, a suscité l'engouement chez les habitants du site. Pour ces ménages l'espoir commençait à renaître, après avoir tout perdu dans les violences intercommunautaires du centre et dans l'incendie de leur site d'accueil.

Les besoins sont immenses, ADAC ne fait que ce qu'elle peut, sachant que les ressources sont rares à cause de la crise multidimensionnelle ayant engendré plusieurs coups d'Etat et la crise sanitaire qui a réduit le mouvement des capitaux.

● **Parties prenantes/ acteurs-actrices**

Les bénéficiaires directs du projet sont les enfants de 1 à 18 ans. Les populations travaillent en partenariat avec l'ONG ADAC qui a assuré la mise en oeuvre de l'appui, grâce au financement de Terre des Hommes Suisse et Terre des hommes Allemagne.

218 ménages déplacés par suite du conflit intercommunautaire (dans la région de Mopti) sur le site de Faladié Garbal dans le district de Bama-ko sont aussi bénéficiaires de cette initiative.

● **Approche méthodologique**

Pour l'appui à la réalisation de la Medersa, plusieurs étapes ont été franchies :

- rencontres avec les notabilités du site;
- organisation d'assemblée sur le site ;
- mobilisation de ressources ;
- contractualisation avec l'entreprise de construction ;
- construction des salles en tôle et feuilles de contre-plaques ;
- achat des équipements et mobiliers des classes ;
- achat des Kits Scolaires ;
- achat de kits de lavage des mains ;
- ciblage des ménages les plus vulnérables pour la dotation en frais de condiment ;
- dotation des ménages ciblés en frais de condiment ;
- paiement des indemnités de salaire des 04 enseignants ;
- formation des enseignants sur la pédagogie non violente ;
- mise en place et formation d'un club d'enfants scolaire ;
- formation des Comités de Gestion Scolaire ;
- mise en place et formation des comités de protection des enfants ;
- mise en place et formation de mères protectrices ; etc.

A cause des actions réalisées, les responsables du site ont cherché avec le gestionnaire des lieux, un espace plus spacieux, moins fondu dans les habitations pour relocaliser la Medersa, puis l'agrandir. La Medersa ne compte que 04 classes. Celles et ceux qui doivent passer en classe supérieure, devront aller ailleurs. Cela crée d'autres difficultés car ces enfants ont des parents sans ressources, qui vivent au jour au jour.

● Pertinence

La mise en œuvre de l'appui aux enfants déplacés par suite du conflit intercommunautaire (dans la Région de Mopti) sur les Sites de Faladié Garbale et Sénou dans le District de Bamako, s'inscrit dans les politiques nationales sectorielles (Loi 99-046 AN RM, portant loi d'orientation sur l'éducation). Il s'agit d'apporter un appui aux enfants en âge de scolarisation, surtout des enfants vulnérables, déplacés à cause du conflit dans le pays.

Par rapport aux besoins des ménages déplacés, l'appui à la Medersa est une alternative pour l'accès à l'éducation. La Medersa est une initiative des communautés déplacées internes qui s'inscrit dans la Loi 99-046 AN RM, portant loi d'orientation sur l'éducation.

La réussite de cette Medersa dépend de l'implication et de la responsabilisation des ménages déplacés du site. Ils doivent se sentir plus concernés, s'ils savent que des enfants traumatisés, des enfants en détresse, des enfants orphelins sont encadrés et entourés de tendresse. Les enfants reçoivent des kits scolaires ; ils sont formés sur leurs rôles et responsabilités pour revendiquer leurs droits, ils participent à des visites d'échanges avec leurs collègues, toutes choses pouvant leur permettre de se reconstituer, d'oublier le passé traumatisant, fait d'horreurs.

Les enfants reçoivent un enseignement coranique de qualité. Les enseignants ont été formés sur la didactique des disciplines et sur les pédagogies moins violentes en phase avec la promotion des droits de l'enfant et leur participation effective.

● Efficacité et rentabilité

L'appui à la scolarisation des enfants à la Medersa a permis l'inscription de 155 enfants en 2020 (62 garçons et 93 filles) ; il a permis à 118 enfants d'être inscrits (48 garçons et 70 filles). L'inscription des enfants à la Medersa a réduit la « divagation » des enfants sur les tas d'ordure et dans les rues. Auparavant, certains enfants passaient le gros de leur temps à mendier sur les trottoirs au risque de leur vie entre les véhicules et autres motocyclistes de toutes sortes. D'autres partaient sur les tas d'ordures pour ramasser les vieux chiffons, les morceaux de bois ou charbon, les restes d'aliments ou toutes autres choses pouvant être vendus pour de petits besoins financiers.

En plus, les parents des enfants inscrits ont été ciblés pour bénéficier de frais de condiment. Ainsi, 218 ménages ont reçu durant 05 mois, une indemnité mensuelle de 22500 F CFA. Avec cette somme les ménages préparaient des aliments de qualité diversifiés et équilibrés pour les enfants ; en outre, ces fonds ont permis aux ménages de faire des AGR. Avec ces revenus, les ménages peuvent subvenir aux besoins de leurs enfants (achat de vivres, de chaussures, de vêtements, de frais scolaires, etc.). En plus, les ménages sont formés sur la discipline positive, le droit de l'enfant, la lutte contre les violences domestiques et violences basées sur le genre, ainsi que sur les bonnes pratiques nutritionnelles.

A cela s'ajoute la gestion financière avec la mise en place de groupe Epargner Pour le Changement (EPC).

Au niveau des élèves un comité/club d'enfant a été créé; il veille sur la prise en compte des besoins des enfants et le respect de leur droit.

Dans la Medersa, un comité de gestion Scolaire (CGS) a été mis en place. Il veille sur le bon fonctionnement de l'école, avec la participation des déplacés. Aussi, le Centre d'Animation Pédagogique (CAP), une structure de l'Etat fait un suivi trimestriel de l'école pour s'assurer de la conformité avec les dispositions en vigueur.

L'appui de l'ONG ADAC a permis la réhabilitation et l'équipement de 04 salles de classes de Medersa, l'inscription de 155 élèves (dont 62 garçons et 93 filles) au cours de l'année scolaire 2020-2021; et de 201 élèves (dont 79 garçons et 122 filles) pour l'année scolaire 2021-2022. Les enfants ont été tous dotés en Kits scolaires. La Medersa a reçu des dispositifs de lavage de mains, les salaires des 04 enseignants ont été pris en charge pendant l'année scolaire.

La medersa est créée par les communautés déplacées pour l'inscription de leurs enfants. Si seuls les ménages ciblés bénéficient de frais de condiment, tous les habitants du site, hommes femmes garçons et filles reçoivent des renforcements de capacités sur les disciplines positives, le droit de l'enfant, les violences domestiques et violences basées sur le genre, Eau-Hygiène et Assainissement.

● Innovations

Les déplacés sont des éleveurs nomades, nous comptons les doter en petits ruminants pour certains et fonds AGR pour d'autres. Les petits ruminants pourraient se multiplier; le lait produit sera vendu pour faire face à certains besoins des ménages. Quant aux fonds AGR, ils permettront aux acquéreurs de faire du petit commerce et de faire face également aux besoins des ménages. En outre le caractère innovant de cette bonne pratique réside dans le fait que les problèmes d'éducation des enfants et des jeunes sont pris en compte afin de ne pas les laisser gonfler le nombre des adultes privés de leur droit à l'éducation.

• Suivi et évaluation

Au niveau de l'école, ADAC fait un suivi quotidien pour s'assurer du respect des droits de l'enfant et surtout l'utilisation de pédagogie moins violente et participative. Le Centre d'Animation Pédagogique (CAP), fait un suivi/évaluation sur le déroulé et le contenu des cours dispensés ; il veille également sur l'utilisation des pédagogies. Le Comité de Gestion Scolaire (CGS) fait également le suivi des modules dispensés et sur l'encadrement des enfants.



En termes de difficulté, nous n'avons que 04 salles de classes au terme desquelles les enfants doivent suivre leur formation ailleurs. L'accès à d'autres établissements d'enseignement constitue des difficultés pour les enfants, vue la distance par rapport à ces écoles.

A cela, il faut ajouter le problème d'indemnité de salaire mensuelle des enseignants. L'école se trouve dans la zone aéroportuaire, elle est précaire, mais également insalubre.

● Durabilité

La réhabilitation des salles de classes, l'inscription de plus de 100 enfants à l'école, la prise en charge des enseignants, la mise en place et le renforcement de structures de gestion de l'école est plus que encourageant.

Pour assurer la pérennité, il faut une plus grande implication de l'Etat, si on sait que les Personnes Déplacées Intérieures (PDI) sont dans une situation de vulnérabilité extrême, et que bon nombre ne pensent pas retourner dans leur village de si tôt. En plus des mécanismes d'adaptation et de résilience se mettent en place, faisant croire à un hypothétique retour dans les villages de départ.

● Reproductibilité

Cette pratique peut être reproduite dans d'autres localités. Il faudrait une bonne explication et une implication des bénéficiaires PDI. ADAC fait une pratique similaire dans un autre site des déplacé de Bamako, notamment à Sénou, également en commune VI du District. L'Etat est plus impliqué et responsabilisé. Le personnel enseignant est fourni par le Centre d'animation Pédagogique (CAP) et pris en charge par l'Etat. ADAC fournit la logistique et le renforcement de capacité. Cela favorise l'efficacité et la durabilité.

● Leçons apprises

Les leçons à retenir dans la mise en place de cette bonne pratique sont :

- plus de filles accèdent à l'école ;
- Les femmes s'impliquent plus dans la scolarisation des enfants ;
- l'inscription des enfants déplacés à l'école a permis de réduire leur divagation.

Contact

Siaka SANOGO

Tél. (+223) 75 39 73 90.

Email: adac@afribone.net.ml,
wsanogosa@yahoo.fr;

Drissa BALLO

Tél. (+223) 76 02 27 67

Email : drissaballo@yahoo.fr



• POUR CONCLURE

Cette initiative conjointement gérée par DVV International et Pamoja AO pour la sélection de bonnes pratiques d'éducation des adultes a démontré une fois encore que des expériences intéressantes se mènent sur le continent pour réduire la fracture éducative et faciliter l'accès des enfants, des jeunes et des adultes, particulièrement des communautés les plus vulnérables, à l'éducation et aux possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Les propositions reçues de six (6) différents pays (Bénin, Burkina-Faso, Gambie, Mali, Niger et Nigéria) étaient presque toutes pertinentes. Mais il a fallu choisir dix (10) parmi elles en vue de rester fidèle aux objectifs de départ.

Les bonnes pratiques retenues couvrent les thématiques très actuelles d'éducation en situation d'urgence, d'éducation à la paix, d'autonomisation des femmes, de développement des compétences professionnelles des artisans et des femmes, d'alphabétisation à travers les médias, de renforcement du partenariat avec l'Etat, d'éducation à la protection de l'environnement et à l'adaptation aux changements climatiques, etc.

Trois (3) grands acquis émergent de ce processus :

- **La nécessité de capitaliser et de documenter les expériences faites sur le terrain en matière d'éducation des jeunes et des adultes:** Toutes les bonnes pratiques documentées ici seraient encore inconnues et tomberaient peut-être dans l'oubli si elles n'avaient pas été mises en lumière par la présente initiative. Les opérateurs d'alphabétisation et autres acteurs de l'éducation des jeunes et des adultes doivent travailler et veiller eux-mêmes à faire connaître ce qu'ils font, au-delà de leur espace local ou

national, en vue d'en faciliter la diffusion et la mise à l'échelle.

- **La contribution des approches d'éducation des jeunes et des adultes à la prévention et la gestion des conflits:** La solution à la plupart des problèmes que vit l'Afrique, principalement l'insécurité et le terrorisme, reste l'éducation. L'accès à l'information, aux compétences instrumentales et de vie sont la clé pour prévenir et endiguer les conflits intercommunautaires et l'extrémisme violent.
- **La collaboration agissante entre les organisations nationales et internationales pour hâter la réalisation de l'ODD-4:** Des stratégies toujours plus intégrées doivent se trouver pour accélérer la réalisation de l'ODD-4. En effet, c'est un partenariat opérant entre DVV International (une ONG internationale), Pamoja AO (un réseau sous-régional) et les organisations promotrices des approches au niveau national ou local qui a permis la capitalisation des bonnes pratiques ici documentées.

Les bonnes pratiques documentées ici seront promues dans tous les pays membres de Pamoja et contribueront à enrichir la qualité et les contenus des programmes d'apprentissage et d'éducation des adultes.

Au terme de ce processus, nous réitérons nos remerciements à :

- DVV International Afrique de l'Ouest pour le soutien financier,
- toutes les organisations qui ont présenté les bonnes pratiques; et
- l'ensemble des Pamoja nationaux qui vont diffuser les bonnes pratiques dans leur pays respectif.



Décembre 2021